

# Tables de l'année 2006

**Au sommaire :**

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs..... **II à VI**

Table alphabétique des matières ..... **VII à XXVII**

Table chronologique de la jurisprudence..... **XXVIII à XXXII**

Pagination des rubriques du "Droit Ouvrier" 2006					
N° du DO	Mois	Doctrine	Documents	Jurisprudence	Chroniques jurisprudentielles (1)
690	Janvier	1 à 23	24 à 26	27 à 47	48 à 50 (DAT) 51 à 56 (DSE)
691	Février	57 à 86	87 à 88	89 à 102	
692	Mars	105 à 108		129 à 159	160 à 165 (PP)
693	Avril	169 à 231			
694	Mai	233 à 280			
695	Juin	281 à 296		297 à 318	
696	Juillet	321 à 341		342 à 361	362 à 366 (DSE)
697	Août	369 à 391		391 à 414	
698	Septembre	417 à 439	440	441 à 457	458 à 462 (DP)
699	Octobre	465 à 483		484 à 509	510 (DP)
700	Novembre	513 à 524	525	527 à 551	553 à 557 (DSE)
701	Décembre	561 à 587		588 à 600	601 à 606 (DP)
(1)	<i>DP = Droit pénal du travail</i> <i>DSE = Droit social européen</i>		<i>DAT = Droit administratif du travail</i> <i>PP = Procédure prud'homale</i>		

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet (site [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr), dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque") :

- la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1990,
- la table alphabétique des matières de chacune des années de 1997 à 2005,
- la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994, avec téléchargement libre.

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version "papier" en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

# Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteurs

## ADAM Patrice

Qualification des agissements fautifs de l'employeur justifiant la résiliation judiciaire du contrat de travail : harcèlement moral ou manquement à l'exécution de bonne foi ?

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 17 mai 2005* ..... 33

Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire Eutelsat.

• *Conseil de prud'hommes de Paris (référé) 24 août 2004 et Cour d'appel de Paris, 15 novembre 2005* ..... 57

Le retour des sycophantes ? (à propos du whistleblowing) 281

Harcèlement moral : une affaire remarquable (ou l'occasion trop rare de mettre en lumière et en discussion l'article L 422-1-1 du Code du travail).

• *Conseil de prud'hommes de Grenoble, 7 novembre 2005* ..... 321

## BAUDEU Eric

Les discriminations et de nouvelles pratiques à l'audience initiale (Colloque du SAF, 10 décembre 2005) ..... 276

## BAUMGARTEN Christophe

Traitement judiciaire de la discrimination syndicale et charge de la preuve.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 octobre 2005* ..... 318

## BENDJEBBAR Patrice

L'appréciation d'un risque grave de pathologie mentale par l'expert du CHSCT (en collaboration avec Christian Gaillard).

• *Tribunal de grande instance de Limoges (référé) 20 janvier 2006* ..... 342

## BIED-CHARRETON Marie-France

Quand la convention collective applicable dans une entreprise se détermine en fonction de l'activité principale... de la société mère du groupe auquel elle appartient ou de la sienne propre.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 décembre 2005* ..... 298

Au nom de la liberté d'entreprendre (Les arrêts "Pages jaunes") ..... 369

Sommaires d'arrêts de cassation publiés aux pages 3 et 4 de la couverture des mois de janvier à octobre 2006.

## BIZOT Nathalie

Les pouvoirs du référé prud'homal pour apprécier l'existence d'une opération de transfert au sens de l'article L. 122-12 al. 2 et ordonner la communication du contrat de travail.

• *Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 26 octobre 2005* ..... 410

## BLET Raymond

Le conseiller prud'home : un juge engagé dans une juridiction impartiale (colloque SAF du 10 décembre 2005) ..... 254

## BONNECHÈRE Michèle

Vers une consolidation jurisprudentielle du droit international des droits de l'Homme ..... 1

Chronique jurisprudentielle de droit social européen ..... 51 362-553

## BORIE Jean-Louis

L'indemnisation du gréviste illégalement licencié entre le moment de son éviction de l'entreprise et sa réintégration.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 février 2006* ..... 541

## BOULMIER Daniel

Courriers individuels, restriction au droit de grève et règlement intérieur (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 janvier 2005) ..... 11

Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale .. 160

Les moyens d'agir en justice du salarié : une constante dégradation au profit de l'employeur (simple note d'honneur en marge du Conseil d'Etat, 6 avril 2006) ..... 561

## BOUAZIZ Pierre et Paul

Contrat nouvelles embauches et audience de conciliation (Colloque SAF du 10 décembre 2005) ..... 272

## BRAUN Anne

L'application immédiate de la nouvelle définition du travail de nuit ouvre droit au bénéfice des avantages conventionnels.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2005* .... 141

Les contestations judiciaires de la journée dite de "solidarité".

• *Tribunal de grande instance de Colmar (référé) 12 avril 2006* ..... 196

## CARRÉ Stéphane

Influence communautaire et ratiocinations nationales dans l'évolution du droit social applicable au secteur du transport routier de marchandises ..... 417

## CHIREZ Alain

Insuffisances, erreurs et fautes du salarié ..... 515

## COHEN Maurice

Suspension par le juge des référés d'un transfert d'activités en raison du défaut de consultation du CHSCT.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2005* ..... 151

L'analyse des comptes d'une société comprise dans une unité économique et sociale par l'expert comptable du comité d'établissement.

• *Cour d'appel de Riom (Ch. Soc.) 16 janvier 2006* .. 397

**DARVES-BORNOZ Paul**

L'inscription unilatérale à l'ordre du jour du comité d'entreprise d'une restructuration violant un accord collectif constitue un trouble manifestement illicite.

- *Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 30 novembre 2005* ..... **133**

En marge des arrêts "Pages Jaunes" ..... **367**

**DESBARRATS Isabelle**

Réglementation publique et responsabilité sociale des entreprises : des interactions complexes ..... **331**

**DUCROCQ Stéphane**

Communication sous astreinte au comité d'entreprise du contrat commercial unissant une entreprise à son client exclusif.

- *Tribunal de grande instance de Grenoble (référé) 22 décembre 2005* ..... **394**

Réduction du temps de travail et absence de maintien du salaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2005* ..... **600**

**DUFRESNES-CASTETS Marie-Laure**

A propos du retour en force de la loyauté contractuelle (un flash-back qui permet de remettre en cause l'autonomie du travailleur) (en collaboration avec Pascal Moussy) ..... **573**

**DUPLAT Jacques**

La possibilité du lock-out suppose une situation contraignante libérant de façon absolue l'employeur de son obligation de fournir du travail ..... **19**

**DURAND Alain**

L'éviction du navire d'un officier déqualifié dans ses fonctions constitue une rupture illicite.

- *Cour d'appel de Rouen (Ch. réunies) 13 septembre 2005* ..... **156**

**ESTEVEZ Michel**

Le droit d'alerte du délégué du personnel en vue de faire respecter le libre choix du domicile du salarié.

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Ind. dép.) 8 novembre 2005* ..... **407**

**FAIVRE-PICON Michel**

Un travailleur à temps partiel ne peut se voir imposer une clause d'exclusivité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2005* ..... **94**

**FERRARO Jérôme**

Annulation du plan de sauvegarde de l'emploi et procédure collective ; les licenciements pour cause économique privés de cause réelle et sérieuse.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 février 2006 (deux espèces)* ..... **357**

**FROMENT Françoise**

Le licenciement économique (Colloque SAF du 16 décembre 2005) ..... **267**

**FROUIN Jean-Yves**

Inaptitude et perte d'emploi ..... **105**

**FUENTES Catherine**

L'inaptitude physique du salarié titulaire d'un CDD : une appréciation morcelée de l'article L. 122-24-1 CT.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005* ..... **93**

**GAILLARD Christian**

L'appréciation d'un risque grave de pathologie mentale par l'expert du CHSCT (en collaboration avec Patrice Bendjebbar).

- *Tribunal de grande instance de Limoges (référé) 20 janvier 2006* ..... **342**

**GAYAT Emmanuel**

L'urgence, c'est le social et la démocratie (déclaration de la CGT) - Non au régime d'exception - Pour un état d'urgence sociale - Appel d'organisations (commentaire en collaboration avec Isabelle Meyrat) ..... **25**

Sommaires d'arrêts de cassation publiés en page 3 de couverture du mois de mai 2006.

**GOURDOL Rachel**

Le bénéfice d'un accord collectif peut être conditionné à la signature d'une transaction par le salarié.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005* ..... **37**

L'appréciation de l'état du salarié lors de l'embauche relève exclusivement de la médecine du travail, l'employeur ne pouvant invoquer un dol afin d'échapper à la nullité de la rupture ultérieurement prononcée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005* .... **149**

Obligation de reclassement et consultation des délégués du personnel en cas de licenciement d'un accidenté du travail.

- *Conseil de prud'hommes de Brest (industrie) 25 juillet 2005* ..... **442**

**GRÉVY Manuela**

Réflexions autour de la sanction des droits fondamentaux en droit du travail ..... **114**

**GRUMBACH Tiennot**

De "l'audience initiale" devant les Conseils de prud'hommes (un rappel à l'ordre public social pour le déroulement régulier de l'audience initiale, incluant le Bureau de conciliation) (Colloque du SAF du 10 décembre 2005) ..... **235**

**GUINCHARD Serge**

L'audience initiale : le bureau de conciliation au cœur des droits de la défense du salarié (Colloque du SAF du 10 décembre 2005) ..... **259**

**HÉAS Franck**

Le caractère impératif des garanties protectrices reconnues au représentant du personnel.

- *Conseil d'Etat, 13 avril 2005* ..... **123**

**HOLLE Dominique**

La violation par l'article L. 122-14-5 CT du principe d'égalité garanti par un texte international ratifié autorise le juge judiciaire à en écarter l'application.

- *Conseil de prud'hommes de Saint-Dié (commerce) 27 février 2006* ..... **503**

**JACQUEMET Gilbert**

Conditions d'attribution de la qualité de travailleur à domicile.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (sect. ind.) 8 juillet 2005* ..... **154**

Les congés payés doivent être réglés à l'échéance.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (commerce) 8 mars 2006* ..... **48**

**JOSEPH Daniel**

La collusion entre bailleur et nouveau locataire dans une location-gérance ne saurait écarter l'application de l'article L. 122-12 CT et prive d'effet le licenciement.

- *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc. sect. C) 9 août 2005* ..... **159**

**KOUBI Geneviève**

L'ordonnance de l'incertitude sociale... (Observations à partir de CE Sect. 19 octobre 2005, CGT et autres) ..... **73**

**LAFUMA Emmanuelle**

Le délai de forclusion de quinze jours prévu à l'article L. 321-16 ne s'applique pas aux actions judiciaires portant sur le fond de la consultation du comité d'entreprise.

- *Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (référé) 10 janvier 2006* ..... **456**

**LARDY-PÉLISSIER Bernadette**

Une sauvegarde de l'emploi privée de logique : après annulation d'un licenciement pour nullité du plan social, la réintégration ne s'étend pas au groupe auquel appartient l'employeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... **351**

**LAULOM Sylvaine**

L'avenir du contrat "nouvelles embauches" après la disparition du contrat "première embauche" ..... **465**

**LYON-CAEN Pierre**

La délimitation du secteur d'activité du groupe au sein duquel doivent être appréciées les raisons économiques justifiant les licenciements.

- *Cour d'appel de Versailles (11<sup>e</sup> Ch.) 7 mars 2006* .. **454**

**MEYRAT Isabelle**

L'urgence, c'est le social et la démocratie (déclaration de la CGT) - Non au régime d'exception - Pour un état d'urgence sociale - Appel d'organisations (commentaire en collaboration avec Emmanuel Gayat) ..... **25**

Les codes de conduite à l'épreuve des qualifications juridiques.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 15 juillet 2005* ..... **595**

**MICHAUT Laurent**

L'employeur doit restituer au salarié la retenue opérée sur sa rémunération pour une journée de "solidarité" non effectuée.

- *Conseil de prud'hommes de Romans-sur-Isère (ind.) 4 avril 2006* ..... **532**

**MILLARD Eric**

Encore et toujours à propos du droit de grève... Libres propos sous l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 21 mars 2006 ..... **430**

**MOUSSY Pascal**

A travail égal, salaire égal : un principe malmené.

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 1<sup>er</sup> juin et 6 juillet 2005 (deux espèces)* ..... **45**

Licenciement pour motif économique dissimulé sous licenciement pour motif personnel.

- *Conseil de prud'hommes de Castres (départage) 11 avril 2005* ..... **43**

Une grève ayant pour objet d'obtenir le paiement majoré d'heures supplémentaires n'est pas assimilable à une grève d'autosatisfaction.

- *Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 17 août 2005* ..... **146**

Le licenciement provoqué par la cessation d'activité de l'entreprise due à la faute de l'employeur est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

- *Conseil de prud'hommes de Longwy (ind. dép.) 10 juin 2005* ..... **313**

La mutation géographique imposée par l'employeur dans les conditions exclusives de la bonne foi contractuelle ne constitue pas en elle-même atteinte à la liberté fondamentale du salarié quant au libre choix de son domicile.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* ..... **490**

Nullité des licenciements économiques en l'absence de plan social. Faits avancés par l'employeur ne redant pas la réintégration impossible.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 avril 2006* ..... **549**

Faute grave et exécution du préavis en cas de refus de nouvelles conditions de travail par le salarié.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2005* ..... **588**

A propos du retour en force de la loyauté contractuelle (un flash-back qui permet de remettre en cause l'autonomie du travailleur) (en collaboration avec Marie-Laure Dufresne-Castets) ..... **573**

**PECHER Michel**

L'impartialité de la juridiction prud'homale ..... **5**

**PETIT Daniel**

Traitement judiciaire de la discrimination syndicale et pouvoirs du juge.

- *Conseil de prud'hommes de Paris (act. div. dép.) 19 avril 2005 et Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 novembre 2005* ..... **102**

**POLI Jean-Pierre**

Le Bureau de conciliation, un juge qui écoute et qui conseille (Colloque SAF du 10 décembre 2005) ..... **246**

**RENNES Pascal**

Avant-propos - Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique ..... **169**

Prise en compte dans la détermination de l'effectif des salariés mis à disposition : une jurisprudence trébuchante.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier et 15 février 2006* ..... **345**

La prise en compte des salariés mis à disposition dans l'effectif et l'électorat : une évidente nécessité de la reconnaissance de la collectivité de travail.

• *Tribunal d'instance de Péronne, 20 octobre 2005* ... **449**

**REY Jean-Louis**

Chronique jurisprudentielle de droit administratif du travail :

Protection des représentants du personnel.

• *Conseil d'Etat, 13 juin 2005, 4 juillet 2005, 10 avril 2005* ..... **48, 49 et 50**

**RICHEVAUX Marc**

Chroniques jurisprudentielles de droit pénal du travail ..... **458, 510, 601**

**SAADA Rachel**

Intervention introductive au Colloque du SAF du 10 décembre 2005 : le Bureau de conciliation au cœur des droits de la défense des salariés ..... **233**

**SAINT-JOURS Yves**

Le caractère obligatoire de l'adhésion à un régime de prévoyance instauré par voie unilatérale n'est pas remis en cause par le défaut de fourniture de l'information légalement prévue.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005* ..... **151**

L'annulation par le juge administratif d'une autorisation de licenciement d'un représentant du personnel délivrée par le ministre (affaire Autoroutes du Sud de la France).

• *Tribunal administratif de Montpellier, 1<sup>er</sup> décembre 2005* ..... **316**

L'extension de l'ordre public de la législation des accidents du travail et maladies professionnelles en dehors de son champ d'application est irrecevable.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2006* ..... **506**

Quid des salaires dans l'avant-projet de réforme du droit de la prescription ..... **518**

A propos du délit de harcèlement moral (L. 222-23-2 C. pén.) à l'encontre des militants syndicaux et dont la preuve découle de décisions judiciaires.

• *Cour d'appel de Montpellier (3<sup>e</sup> Ch. Corr.) 22 août 2006* ..... **597**

**SARAMITO Francis**

La recevabilité de la constitution de partie civile d'un syndicat à des poursuites pénales pour le meurtre d'un de ses membres.

• *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. de l'instruction) 17 mai 2005* ..... **41**

Une régression : le contrat nouvelles embauches ..... **65**

Le coût du renouvellement d'un badge ne peut être retenu sur le salaire à défaut d'une faute lourde.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2005* ..... **99**

Le dommage causé par un salarié à un tiers à l'occasion de ses fonctions peut entraîner la responsabilité de l'employeur au civil et celle du salarié au pénal.

• *Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 16 juin 2005* ..... **137**

Le versement des sommes au paiement desquelles l'AGS aura été judiciairement condamné doit intervenir entre les mains du liquidateur judiciaire et non des salariés eux-mêmes.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2006* ..... **450**

La détermination du lieu de travail et les effets d'une clause de mobilité.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février et 15 mars 2006 (en collaboration avec Arnaud de Senga)* ..... **486**

Le cumul de l'indemnité contractuelle de licenciement avec l'indemnisation de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2006* ..... **498**

La responsabilité conjointe à l'égard de la victime de harcèlement du salarié, auteur des actes de harcèlement, et de l'employeur.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* ..... **538**

L'appréciation de difficultés économiques à venir justifiant par précaution des licenciements économiques.

• *Cour d'appel de Toulouse, 6 septembre 2005 ; Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 8 mars 2006 ; Conseil d'Etat (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> sous-section) 8 mars 2006* ..... **596**

**DE SENGA Arnaud**

L'identité de rattachement à une confédération syndicale entre un intervenant et un conseiller prud'homme ne justifie pas une récusation.

• *Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 21 octobre 2004* .. **23**

L'obligation de fournir au comité d'entreprise des informations écrites individuelles sur l'utilisation du contingent annuel d'heures supplémentaires.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2005* ..... **90**

Les effets de l'introduction par l'employeur d'une demande de résolution judiciaire du contrat de travail.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2005 et 5 novembre 2005* ..... **92**

La violation par l'article L. 122-14-5 du principe d'égalité garanti par une convention internationale autorise le juge judiciaire à écarter son application.

• *Conseil de prud'hommes d'Arles (commerce - dép.) 30 novembre 2004* ..... **96**

Le recours à des techniques commercialistes afin de dissimuler une relation de travail salarié : méthode et pouvoir du juge en matière de requalification.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 octobre et 23 novembre 2005* ..... **139**

Irrégularité des dénonciations partielles en matière de conventions et accords collectifs.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2005* ..... **143**

Le maintien des avantages individuels antérieurement acquis après l'annulation d'un accord de substitution.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 novembre 2005* ..... **302**

La régularité de la participation à un mouvement de grève dans les services publics après le début de la période fixée dans le préavis.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2005* ..... **306**

La mise en place par l'employeur d'une ligne téléphonique incitant les salariés à dénoncer leurs collègues de travail est source d'un dommage imminent d'atteinte aux libertés individuelles des salariés.

- *Tribunal de grande instance de Libourne (référé) 15 septembre 2005* ..... **309**

Structures de l'entreprise et droit du travail.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier et 15 février 2006* ..... **348**

L'absence de visite de reprise à la suite d'un arrêt de travail pour accident du travail et son incidence sur le licenciement postérieur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2006* ..... **408**

La dénonciation d'un usage est irrégulière en l'absence de sa dénonciation aux délégués du personnel ou à défaut d'un procès-verbal de carence.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2005* .... **414**

Le terme du contrat à durée déterminée ayant pour objet le remplacement d'un salarié absent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... **444**

Information, consultation et déclarations préalables portant sur les mécanismes de contrôle de l'activité des salariés.

- *Tribunal de grande instance de Paris, 4 avril 2006 et 31 mars 2006, Tribunal de grande instance de Lille, 5 janvier 2006* ..... **474**

La détermination du lieu de travail et les effets d'une clause de mobilité.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février et 15 mars 2006 (en collaboration avec Francis Saramito)* ..... **486**

La possibilité pour les accords ou conventions collectifs de prévoir des discriminations entre les établissements d'une même entreprise.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2006* ..... **492**

La révocation du titulaire d'un mandat social et d'un contrat de travail.

- *Cour de cassation (Ch. Com.) 20 juin 2006* ..... **551**

## SPIRE Rachel

Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique ..... **170**

Le refus de prendre une position publique à la demande de l'employeur n'est pas une faute.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2005* ..... **404**

## TAURAN Thierry

L'adhésion à la caisse de congés du bâtiment et travailleurs publics d'un salarié travaillant dans la succursale d'une société étrangère.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... **344**

L'inclusion des primes de treizième mois dans l'assiette de l'indemnité de congés payés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mai 2006* ..... **398**

Sommaires d'arrêts de cassation publiés aux pages 3 et 4 de la couverture des mois de novembre et décembre 2006.

## TARAU Isabelle

Rémunération par objectif d'un salarié représentant du personnel : l'appréciation du maintien de la rétribution pendant les heures de délégation.

- *Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 4 avril 2006* ..... **558**

## THIBAUT Bernard

Intervention lors de la journée d'étude du 16 juin 2005 consacrée à la lutte contre la discrimination syndicale ..... **219**

## TOUTAIN Jacques

Les contrats atypiques (Colloque SAF du 10 décembre 2005) **269**

## VERDIN Chantal

La motivation de la lettre de licenciement d'un salarié malade en raison d'une perturbation du fonctionnement de l'entreprise.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005* ..... **314**

## VIGNEAU Christophe

Les clauses de non-régression en droit communautaire du travail ..... **521**

## VINET-LARIE Catherine

Un juge militant dans une juridiction impartiale (Colloque SAF du 10 décembre 2005) ..... **250**

Mise en œuvre de l'égalité de traitement en matière de retraite gérée par un régime spécial de Sécurité sociale.

- *Conseil de prud'hommes de Mende (ind.) 24 avril 2006* ..... **534**

## Y.L.P.

Refuser d'obéir à un ordre illégal justifierait une sanction : une solution prétorienne inadaptée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2005* ..... **303**

Fréquentes hésitations de la Cour de cassation autour du refus par le salarié d'une modification du contrat de travail pour un motif disciplinaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juin 2006* ..... **488**

# Table alphabétique des matières\*

## accidents du travail et maladies professionnelles

### • procédure

Lésions pulmonaires provoquées par l'inhalation de poussières d'amiante – Action en reconnaissance – Recevabilité dès lors qu'une première constatation médicale a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> juillet 1947 et le 23 décembre 1998 – Qualité à agir du fils de la victime décédée.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 20 septembre 2005* ..... 359

### • protection

Inaptitude – Obligation de reclassement – Consultation des délégués du personnel.

• *Conseil de prud'hommes de Brest (Sect. Ind.) 25 juillet 2005* ..... 441

• *Note Rachel Gourdol* ..... 442

### • réparation

Faute inexcusable de l'employeur – Accident mortel – Majoration de la rente due aux ayants droit – Point de départ du versement au jour de l'accident.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 18 janvier 2005* .. 129

Action en reconnaissance de la faute inexcusable ne pouvant être dirigée que contre l'employeur – Caisse ayant supporté la charge des indemnités n'ayant de recours que contre lui.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 31 mai 2005* ..... 297

Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Maladie professionnelle – Faute inexcusable – Caractère exclusif de l'indemnisation de Sécurité sociale (non) – Indemnisation du licenciement provoqué par la faute de l'employeur (oui).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2006* ..... 505

• *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* ..... 508

## assurances sociales

### • assurances maladie et maternité

Prestations en espèces – Conditions d'ouverture du droit aux indemnités journalières – Incapacité physique de continuer ou de reprendre le travail – Incapacité d'exercer une activité quelconque.

• *Cour de Cassation (2e Ch. Civ.) 20 septembre 2005* ..... 342

### Prestations en nature

Cure thermale – Frais de transport – Dépenses non remboursables mais pouvant faire l'objet d'un forfait au titre des prestations supplémentaires.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 20 septembre 2005* ..... 392

### • assurance vieillesse

Assuré présumé absent – Droit du conjoint à une pension de réversion (article L. 353-2 du Code de la Sécurité sociale) – Représentant de l'assuré ne pouvant prétendre au service de la pension de retraite qu'au cas de sa réapparition.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 31 mai 2005* ..... 297

### • divers

Accident de la circulation – Recours de la victime contre le tiers responsable – Imputation sur l'indemnité due par l'auteur de l'accident des prestations réparatrices déjà versées par des tiers subrogés dans les droits de la victime – Allocation de chômage ne présentant pas ce caractère.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.) 7 avril 2005* ..... 129

## comités d'entreprise

### • attributions économiques

Entrave – Durée du travail – Utilisation du contingent annuel d'heures supplémentaires – Obligation de fournir au comité des informations écrites et individualisées.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2005* ..... 89

• *Note Arnaud de Senga* ..... 90

Ordre du jour – Fixation – Projet d'externalisation inscrit unilatéralement par le Président – Restructuration contraire aux accords collectifs en vigueur – Trouble manifestement illicite – Convocation privée d'effet.

• *Tribunal de grande instance de Lyon (Référé) 30 novembre 2005* ..... 132

• *Note Paul Darves-Bornoz* ..... 133

Information – Communication d'un contrat commercial – Refus de l'employeur – Remise ordonnée sous astreinte (art. 145 NCPC).

• *Tribunal de grande instance de Grenoble (référé) 22 décembre 2005* ..... 392

• *Note Stéphane Ducrocq* ..... 394

Comités d'établissement – Société comprise dans une unité économique et sociale – Examen des comptes propres à l'établissement avec l'assistance d'un expert-comptable rémunéré

\* Les auteurs dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

par l'employeur – Pas de confusion avec les droits du comité central d'entreprise de l'UES.

- *Cour d'appel de Riom (4e Ch. civ. (sociale)) 10 janvier 2006* ..... 395
- *Note Maurice Cohen* ..... 397

Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Consultation du comité d'entreprise – Contestation de la régularité – Forclusion – Délai non applicable aux actions judiciaires portant sur le fond de la consultation.

- *Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (référé) 10 janvier 2006* ..... 455
- *Note Emmanuelle Lafuma, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII* ..... 456

## Conditions de travail

### Doctrines :

Information, consultation et déclaration préalables obligatoires portant sur les mécanismes de contrôle de l'activité des salariés,

*par Arnaud de Senga* ..... 474

Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Surveillance et contrôle par l'employeur – Procédés divers – Collecte de données personnelles – Information individuelle et collective préalable – Caractère obligatoire – A défaut, suspension du dispositif ou indemnisation (trois espèces) – Téléopérateurs – Mise sous écoute en vue d'une évaluation (première espèce) – Entretien annuel d'appréciation (deuxième espèce) – Vidéosurveillance (troisième espèce).

- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1re ch. sect. soc.) 4 avril 2006* ..... 478
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (référé) 31 mars 2006* ..... 480
- *Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Lille (1re ch.) 5 janvier 2006* ..... 482

## • moyens de fonctionnement

### Heures de délégation

Maintien de la rémunération – Appréciation – Rémunération par objectifs.

- *Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 4 avril 2006* .... 536
- *Note Isabelle Taraud, Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis* ..... 538

## • gestion des activités sociales

Modification d'une garantie collective de prévoyance – Défaut de consultation – Délit d'entrave (oui).

- *Cour d'appel de Versailles (9e Ch. corr.) 15 février 2006* ..... 588

## • entraves

Durée du travail – Utilisation du contingent annuel d'heures supplémentaires – Obligation de fournir au comité des informations écrites et individualisées.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2005* ..... 89
- *Note Arnaud de Senga* ..... 90

Comité d'entreprise – Fermeture d'entreprise – Absence d'information et de consultation du CCE en temps utile – Entrave CCE – Preuve de l'infraction – Déclaration du prévenu à l'inspecteur du travail – PV de l'inspecteur du travail – Force probante.

- *Cour de cassation (Ch. crim.) 25 avril 2005* ..... 458

## comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

### • attributions

Projet important de transfert d'activité – Défaut de consultation du CHSCT – Suspension de la mise en œuvre par le juge des référés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2005* ..... 130
- *Note Maurice Cohen* ..... 131

### • experts

Contestation – Risque grave – Notion – Survenance de pathologies mentales.

- *Tribunal de grande instance de Limoges (Référé) 20 janvier 2006* ..... 342
- *Note Patrice Bendjebbar, Avocat à la Cour, et Christian Gaillard, Secrétaire de CHSCT* ..... 343

## congés payés

### • détermination

Politique sociale – Directive 93/104 – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Droit au congé annuel payé – 1°) Inclusion du paiement du congé annuel dans le salaire horaire ou journalier : impossibilité (première espèce) – 2°) Compensation financière pour non jouissance de la période minimale de congé payé annuel : impossibilité (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de justice des communautés européennes, 16 mars 2006* ..... 365
- *Deuxième espèce : Cour de justice des communautés européennes, 6 avril 2006* ..... 365

### • indemnités

Assiette – Treizième mois – Mode de versement – Office du juge.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2006* ..... 398
- *Note Thierry Tauran, Maître de conférences à l'Université de Metz* ..... 398

Paiement – Date.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (section commerce) 28 mars 2006* ..... 484
- *Note Gilbert Jacquemet, LDAO, Union départementale CGT de l'Isère* ..... 484

## • caisses de congés

Bâtiment et travaux publics – Caisse de congés – Affiliation – Salariés travaillant dans une succursale d'une société étrangère.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... 344
- *Note Thierry Tauran, Maître de conférences à l'université de Metz* ..... 344

## conseils de prud'hommes

### • organisation et fonctionnement

#### Doctrine :

L'impartialité de la juridiction prud'homale

- *par Michel Pécher, Défenseur syndical* ..... 5

Récusation – Conseiller élu sur une liste CGT – Syndicat CGT intervenant dans une instance – Validité de la composition de la formation de jugement au regard de l'article 6-1 CEDH (oui).

- *Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 21 octobre 2004* ..... 27
- *Note Arnaud de Senga* ..... 28

Récusation – Conseiller accusé de soutenir l'activité syndicale et d'avoir des liens d'amitié avec le salarié demandeur – Récusation encadrée par l'article L. 518-1 Code du travail et non 341 nouveau Code de procédure civile – Affiliation du conseiller et du salarié à une même confédération ne pouvant constituer une cause de récusation.

- *Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9e Ch. B) 27 octobre 2004* ..... 29

Récusation – Conseiller interpellant pendant l'audience le défenseur syndical – Circonstance d'une audience perturbée par le comportement de l'employeur – Comportement ne pouvant constituer une cause de récusation – Inapplicabilité de l'article 341 NCPC.

- *Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 14 juin 2005* ..... 30

Récusation – Conseiller élu sur une liste CGT – Action de substitution d'un syndicat CGT au profit de travailleurs précaires – Validité de la composition de la formation de jugement au regard de l'article 6-1 CEDH (oui).

- *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc. sect. A) 21 juin 2005* ..... 31

#### Doctrine :

Un juge militant dans une juridiction impartiale

- *par Catherine Vinet-Larrie, Conseillère prud'homme Paris* ..... 250

#### Doctrine :

Le conseiller prud'homme : un juge engagé dans une juridiction impartiale

- *par Raymond Blet, Avocat au Barreau de Bordeaux* ..... 254

## • compétence

Contrat de travail – Salarié licencié par une organisation internationale – Immunité de juridiction – Limites – Absence de possibilité de recours faute de tribunal susceptible de l'accueillir – Déni de justice – Compétence de la juridiction française en cas de rattachement avec la France – En l'espèce, nationalité française du salarié.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2005* ..... 141

## • procédure

Décisions sélectionnées et commentées *par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2 - CERIT-CRDP, EA 138*

Contrariété de décisions – Doctrine de la Cour de cassation – Annulation de la décision contraire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.), 13 septembre 2005* 160

Astreinte – Obligation de faire – Liquidation de l'astreinte – Charge de la preuve au débiteur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.), 14 décembre 2005* . 161

Moyen relevé d'office – Moyen nécessairement dans le débat – Principe du contradictoire – Invitation des parties à s'expliquer.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.), 11 mai 2005* ..... 163

Appel principal – Appel principal limité – Appel incident en réponse – Extension de l'appel principal.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.), 5 juillet 2005* ..... 164

## Bureau de conciliation

Ordonnance – Ordre de communication des pièces adapté à la charge de la preuve.

- *Conseil de prud'hommes de Grasse (Conciliation - Départage) 10 juin 2005* ..... 135

#### Doctrine :

L'audience initiale : le bureau de conciliation au coeur des droits de la défense du salarié, colloque organisé par la Commission de droit social du Syndicat des Avocats de France (SAF) à l'Université de Paris-Dauphine le 10 décembre 2005

#### Un juge actif qui concilie, ordonne et tranche :

Intervention introductive

- *par Rachel Saada, Avocat au Barreau de Paris* .. 233

De "l'audience initiale" devant les Conseils de prud'hommes (Un rappel à l'ordre public social pour le déroulement régulier de l'audience initiale, incluant le Bureau de conciliation), *par Tiennot Grumbach, Avocat honoraire du Barreau de Versailles, ancien Président du SAF, ancien Directeur de l'ISST - Paris I* ..... 235

Le Bureau de conciliation "un juge qui écoute et qui conseille"

- *par Jean-Pierre Poli, Conseiller prud'homme CGT-FO Paris, section encadrement* ..... 246

Un juge militant dans une juridiction impartiale, *par Catherine Vinet-Larrie, Conseillère prud'homme CGT Paris* . 250

Le conseiller prud'homme : un juge engagé dans une juridiction impartiale,

• *par Raymond Blet, Avocat au Barreau de Bordeaux* 254

L'audience initiale : le bureau de conciliation au cœur des droits de la défense du salarié

• *par Serge Guinchard, Professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), Ancien directeur des études de droit à l'Ecole normale supérieure, Directeur honoraire de l'institut d'études judiciaires "Pierre Raynaud", Doyen honoraire de la Faculté de droit de Lyon* ..... 259

De nouvelles pratiques à l'audience initiale :

Le licenciement économique

• *par Françoise Froment, Présidente de la Chambre sociale à la Cour d'appel de Douai* ..... 267

Les contrats atypiques

• *par Jacques Toutain, Conseiller prud'homme, CFDT, Nanterre* ..... 269

Contrat nouvelles embauches et l'audience de conciliation

• *par Pierre et Paul Bouaziz, Avocats au Barreau de Paris* ..... 272

Les discriminations et... de nouvelles pratiques à l'audience initiale

• *par Eric Baudeau, Avocat au Barreau de Rouen* ..... 276

Pouvoirs (deux espèces) – Déroulement de carrière – Allégations de discrimination syndicale – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Injonction de communiquer des éléments permettant la comparaison avec d'autres salariés (première et deuxième espèces).

• *Première espèce : Conseil de prud'hommes d'Evreux (Bureau de conciliation - Section Industrie) 29 septembre 2004* ..... 589

• *Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes d'Evreux (Bureau de conciliation - Section Industrie) 6 avril 2005* ..... 590

Production de pièces – Refus de l'employeur – Départage – Production "spontanée".

• *Conseil de prud'hommes de Bobigny (Bureau de Conciliation - Départage) 11 octobre 2005* ..... 592

• **référé prud'homal**

**Doctrine :**

Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire Eutelsat

• *par Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* ..... 57

Annexe : Harcèlement moral – Salarié dénonçant sa situation – Licenciement de rétorsion – Contestation – Référé prud'homal – Suspension des effets du licenciement et réintégration dans l'attente de la décision des juges du fond – Intervention syndicale dans l'intérêt collectif de profession – Recevabilité (oui).

• *1) Conseil de prud'hommes de Paris (référé - départage) 24 août 2004* ..... 62

• *2) Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 15 septembre 2005* ..... 63

Grève et activité syndicale – Licenciement – Mesure de rétorsion indirecte – Nullité constatée par le juge des référés.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005* ..... 95

Transfert d'entreprise – Commercialisation des produits d'une entreprise confiée à un prestataire – Création d'une filiale décidée pour assurer cette activité – Transfert d'une entité économique – Continuation du contrat de travail ordonnée en référé.

• *Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 26 octobre 2005* ..... 409

• *Note Nathalie Bizot, défenseur syndical, Union locale CGT de Castres* ..... 410

**contrats aidés**

Salarié employé cinq ans par des contrats emploi solidarité et emploi consolidé successifs – Obligation de formation et d'orientation professionnelles à la charge de l'employeur – Inexécution par celui-ci – Requalification de l'ensemble de ces contrats à durée déterminée en un contrat à durée indéterminée.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004* .... 36

**contrat "nouvelles embauches"**

**Doctrine :**

Une régression : le contrat "nouvelles embauches"

• *par Francis Saramito* ..... 65

**Doctrine :**

L'ordonnance de l'incertitude sociale... (Observations à partir de CE Sect. 19 octobre 2005, CGT et autres)

• *par Geneviève Koubi, Professeur de Droit public, Université de Cergy-Pontoise - CER:FDP* ..... 75

Annexe : Contrat de travail – Contrat "nouvelles embauches" – Régimes spécifiques de rupture et indemnitaire – Conformité à la loi d'habilitation – Absence de méconnaissance des normes internationales et principes généraux du droit.

• *Conseil d'Etat (Section), 19 octobre 2005* ..... 84

**Doctrine :**

Contrat nouvelles embauches et l'audience de conciliation,

• *par Pierre et Paul Bouaziz, Avocats au Barreau de Paris* ..... 272

**Doctrine :**

L'avenir du contrat "nouvelles embauches" après la disparition du contrat "première embauche"

• par **Sylvaine Laulom**, *Maître de Conférences à l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne, CERCRID* .... **465**

**contrat de travail**

voir aussi

Contrat "nouvelles embauches"

Documentation professionnelle interne – Rédaction en langue étrangère – Obligation de traduction sous astreinte.

• *Cour d'appel de Versailles (1re Ch. 1re section)* 2 mars 2006 ..... **399**

**• définition du rapport salarial**

Qualification (deux espèces) – Transport routier - Société en participation – Défaut d'affectio societatis (première espèce) – Hôtellerie – Contrat de gérance-mandat d'un fonds de commerce confié à une SARL – Recherche nécessaire de l'existence d'un pouvoir de contrôle et de sanction caractérisant un lien de subordination (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 25 octobre 2005 ..... **137**

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 23 novembre 2005 ..... **138**

• *Note Arnaud de Senga* ..... **139**

Employeur – Détermination – Modifications des structures de l'entreprise (deux espèces) – Société commerciale - Cession de parts sociales – Changement de forme sociale – Incidence sur le statut collectif (non) (première espèce) – Dissolution d'une société – Reprise d'activité par une personne physique – Application de L 122-12 (oui) (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 18 janvier 2006 ..... **347**

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 15 février 2006 ..... **348**

• *Note Arnaud de Senga* ..... **348**

**Doctrine :**

A propos du retour en force de la loyauté contractuelle (un flash back qui permet de remettre en cause l'autonomie du travailleur) par **Marie-Laure Dufresne-Castets**, *Avocate au Barreau de Caen*, et **Pascal Moussy**, *Chargé d'enseignement à l'Université d'Evry Val d'Essonne* **573**

**• exécution du contrat**

Dommages causés par le salarié à un tiers dans l'exercice de sa mission – Acte commis non dans l'exécution de ses obligations contractuelles mais à l'occasion de celles-ci – Responsabilité de l'employeur commettant – Caractère non subsidiaire de cette responsabilité – Victime pouvant la rechercher même si elle a obtenu une condamnation pénale du salarié.

• *Cour de cassation (2e Ch. Civ.)* 16 juin 2005 ..... **135**

• *Note Francis Saramito* ..... **137**

Exécution de bonne foi par l'employeur (non) – Suppression d'un transport indispensable à l'exécution du travail par le salarié.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 10 mai 2006 ..... **527**

Changement des conditions de travail décidé par l'employeur – Refus de la salariée d'exécuter le contrat aux nouvelles conditions – Salariée responsable de l'inexécution du préavis qu'elle refusait d'exécuter aux nouvelles conditions – Indemnité de préavis non due.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 4 avril 2006 ..... **528**

• *Note Pascal Moussy* ..... **528**

**• clauses spéciales**

Lieu de travail – Modification – Clause de mobilité – Limites d'application (deux espèces) – Respect de la zone géographique précisée au contrat (première espèce) – Inapplication lorsque le travail a été prévu au domicile du salarié (seconde espèce).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 7 juin 2006 ..... **529**

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 31 mai 2006 ..... **529**

Temps de travail – Clause spécifique – Salarié effectuant du gardiennage – Travail de nuit – Incompatibilité avec des obligations familiales impérieuses.

• *Cour d'appel de Versailles (17e Ch.)* 24 février 2006 ..... **598**

**• modifications du contrat de travail**

Lieu de travail – Changement (deux espèces) – Mention du lieu dans le contrat – Valeur informative – Modification du contrat (non) (première espèce) – Clause de mobilité – Mise en œuvre – Incidence sur la rémunération – Licéité (non) (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 15 mars 2006 ..... **485**

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)* 15 février 2006 ..... **485**

• *Note Francis Saramito et Arnaud de Senga* ..... **486**

Modification – Motif disciplinaire – Refus du salarié – Cause réelle et sérieuse.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 7 juin 2006 ..... **487**

• *Note Y-L. P.* ..... **488**

Mobilité – Salarié obtenant un changement d'affectation – Nouvelle mutation imposée par l'employeur trois mois plus tard – Refus du salarié – Licenciement disciplinaire – Droit d'alerte du délégué du personnel – Absence d'atteinte au libre choix du domicile – Nullité de la rupture (non) – Absence de cause réelle et sérieuse (oui).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 28 mars 2006 ..... **489**

• *Note Pascal Moussy* ..... **490**

Licenciement pour motif personnel – Travail à temps partiel – Modification des horaires de travail – Contrat la subordonnant à l'observation d'un délai de prévenance – A défaut, refus du salarié justifié – Absence de cause réelle et sérieuse.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.)* 4 avril 2006 ..... **551**

## • suspension

Maladie – Suspension du contrat de travail – Reprise de l'activité professionnelle – Défaut de visite de reprise – Période de suspension continuant à courir – Manquement de l'entreprise à son obligation de sécurité de résultat.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2006* ..... 408
- *Note Arnaud de Senga* ..... 408

Formation professionnelle – Action de formation préalable à l'embauche (AFPE) – Période d'essai à l'issue de la formation réalisée partiellement ou totalement en entreprise (non).

- *Conseil de prud'hommes d'Avignon (Référé) 13 juin 2005* ..... 592

## • résiliation judiciaire

Manquement de l'employeur – Exécution de bonne foi du contrat – Distinction avec le harcèlement moral.

- *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 17 mai 2005* .... 32
- *Note Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* ..... 33

Demande de l'employeur – Effets (deux espèces) – Introduction s'analysant en une volonté de rompre le contrat – Licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse (première espèce) – Demande reconventionnelle – Irrecevabilité (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2005* ..... 91
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2005* ..... 91
- *Note Arnaud de Senga* ..... 92

## contrat à durée déterminée

### Doctrine :

Les contrats atypiques

- *par Jacques Toutain, Conseiller prud'homme, CFDT, Nanterre* ..... 269

## • cas de recours

Directive 1999/70/CE – Interprétation des clauses 1b et 5 de l'accord-cadre du 18 mars 1999 – Contrats de travail à durée déterminée dans le secteur public – Notions de “contrats successifs” et de “raisons objectives” justifiant le renouvellement – Portée de l'obligation d'interprétation conforme.

- *Cour de justice des communautés européennes, 4 juillet 2006* ..... 553

## • rupture - terme

Inaptitude physique – Application distributive de l'art. L 122-24-4 – Obligation de reclassement (oui) – Reprise du versement du salaire au-delà d'un mois (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005* ..... 93
- *Note Catherine Fuentes, Doctorante à l'Université Robert-Schumann, Strasbourg* ..... 93

Remplacement d'un salarié absent – Expiration du contrat, non à la date de disparition du motif de l'absence, mais à la reprise effective d'activité du salarié absent.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2005* .. 398

1° Remplacement – Terme imprécis – Durée – Fin de l'absence de la personne remplacée – Indemnisation – Détermination.

2° Tribunaux – Cour de cassation – Représentation obligatoire – Rejet d'une demande d'aide juridictionnelle pour défaut de moyen sérieux – Cassation de la décision d'appel.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... 443
- *Note Arnaud de Senga* ..... 444

## • requalification

Contrats d'aides à l'emploi – Salarié employé cinq ans par des contrats emploi solidarité et emploi consolidé successifs – Obligation de formation et d'orientation professionnelles à la charge de l'employeur – Inexécution par celui-ci – Requalification de l'ensemble de ces contrats à durée déterminée en un contrat à durée indéterminée.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004* .... 36

## conventions et accords collectifs

## • négociation

### Doctrine :

A propos du retour en force de la loyauté contractuelle (un flash back qui permet de remettre en cause l'autonomie du travailleur)

- *par Marie-Laure Dufresne-Castets, Avocate au Barreau de Caen, et Pascal Moussy, Chargé d'enseignement à l'Université d'Evry Val d'Essonne* 573

## • interprétation et application

Transaction et accord collectif – Articulation à l'occasion d'un plan social.

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 5 avril 2005* ..... 38
- *Note Rachel Gourdol, juriste au CIDECOS* ..... 39

Comité d'entreprise – Ordre du jour – Fixation – Projet d'externalisation inscrit unilatéralement par le Président – Restructuration contraire aux accords collectifs en vigueur – Trouble manifestement illicite – Convocation privée d'effet.

- *Tribunal de grande instance de Lyon (Référé) 30 novembre 2005* ..... 132
- *Note Paul Daves-Bornoz* ..... 133

Travail de nuit – Définition – Application immédiate de la loi – Bénéfice des compensations conventionnelles (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2005* . 143
- *Note Anne Braun, Conseillère confédérale, doctorante à l'Université Lyon II* ..... 144

Accord de branche – Activité principale de l'entreprise – Détermination – Activité externalisée – Activité ne constituant qu'un stade d'une fabrication unique – Application de la CCN de la société-mère

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 décembre 2005* .... 298
- *Note Marie-France Bied-Charreton* ..... 299

Principe d'égalité de traitement – Accord d'entreprise excluant du bénéfice des mesures salariales les magasins ouverts après sa date de conclusion – Modalités de rémunération spécifiques – Détermination par accord d'établissement – Licéité (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2006* ..... 491
- *Note Arnaud de Senga* ..... 492

Durée du travail – Aménagement – Régime particulier à certaines catégories de personnel – Détermination de la convention de branche applicable – Accord d'entreprise également applicable – Avantages prévus par chacun d'eux étant de nature différente – Possibilité de cumul.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... 493

## • droit d'opposition

Exercice du droit d'opposition – Emission dans un délai de huit jours – Décompte – Expédition de l'opposition par courrier recommandé.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 25 mai 2005* ..... 37

## • dénonciation

Caractère partiel des engagements dénoncés – Défaut de projet de substitution – Violation des dispositions conventionnelles – Irrégularité de la dénonciation – Inopposabilité aux salariés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2005* ..... 142
- *Note Arnaud de Senga* ..... 143

Accord de substitution annulé par décision judiciaire – Effet – Caractère rétroactif de l'anéantissement – Bénéfice des avantages individuels acquis malgré la conclusion d'un nouvel accord peu après la décision.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 novembre 2005* .... 301
- *Note Arnaud de Senga* ..... 302

Employeur – Détermination – Modifications des structures de l'entreprise (deux espèces) – Société commerciale - Cession de parts sociales – Changement de forme sociale – Incidence sur le statut collectif (non) (première espèce) – Dissolution d'une société – Reprise d'activité par une personne physique – Application de L 122-12 (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2006* ..... 347
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... 348
- *Note Arnaud de Senga* ..... 348

## • mise en cause

Fusion-absorption – Entreprise absorbante dont le personnel est régi par un statut réglementaire – Personnel de l'entreprise absorbée soumis de plein droit à ce statut – Accords collectifs antérieurs inapplicables.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2005* ..... 46
- *Note Francis Saramito* ..... 47

## délégués du personnel

### • attributions

#### Doctrine :

Harcèlement moral : une affaire remarquable (ou l'occasion trop rare de mettre en lumière et en discussion l'article L 422-1-1 du Code du travail),

- *par Patrice Adam, Maître de Conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT/CRDP* ..... 321
- *Annexe : Conseil de prud'hommes de Grenoble (commerce - départage) 7 novembre 2005* ..... 327

Libertés et droits fondamentaux – Droit de choisir librement le lieu de son domicile – Droit d'alerte du délégué du personnel .

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Industrie - Départage) 8 novembre 2005* ..... 406
- *Note Michel Estevez, Conseiller prud'homme* ..... 407

Usages – Dénonciation – 1° Absence d'incorporation au contrat de travail – 2° Consultation des délégués du personnel – Absence d'élus – Défaut de procès-verbal de carence – Dénonciation privée d'effet.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2005* .. 413
- *Note Arnaud de Senga* ..... 414

Accident de travail – Protection dans l'emploi – Inaptitude – Obligation de reclassement – Consultation des délégués du personnel.

- *Conseil de prud'hommes de Brest (Sect. Ind.) 25 juillet 2005* ..... 441
- *Note Rachel Gourdol* ..... 442

Contrat de travail – Mobilité – Salarié obtenant un changement d'affectation – Nouvelle mutation imposée par l'employeur trois mois plus tard – Refus du salarié – Licenciement disciplinaire – Droit d'alerte du délégué du personnel – Absence d'atteinte au libre choix du domicile – Nullité de la rupture (non) – Absence de cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* ..... 489
- *Note Pascal Moussy* ..... 490

## délégués syndicaux

### • heures de délégation

1° Discrimination – Déroulement de carrière – Repositionnement et dommages et intérêts (première et deuxième espèces) – 2° Heures de délégation – Crédit conventionnel supplémentaire – Assimilation à du temps de travail effectif (première espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (act. div. - départage) 19 avril 2005* ..... 100
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 novembre 2005* ..... 101
- *Note Daniel Petit, DLAJ, Union départementale CGT des Pyrénées-Orientales* ..... 102

## discrimination

Licenciement pour motif personnel – Absence de cause réelle et sérieuse – Indemnisation visée à l'art. L. 122-14-5 – Inégalité de traitement en fonction de l'effectif de l'entreprise – Discrimination contraire à un traité international – Mise à l'écart par le juge de l'article L. 122-14-5.

- *Conseil de prud'hommes d'Arles (Commerce - Département) 29 novembre 2004* ..... 96
- *Note Arnaud de Senga* ..... 98

### Doctrine :

Agir contre la discrimination syndicale au travail : le droit en pratique,

- *par Rachel Spire, DEA de Droit social* ..... 168
- *Avant-propos de Pascal Rennes, Directeur du Travail honoraire* ..... 166
- *Post-face de Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT* ..... 219

### Doctrine :

Les discriminations et... de nouvelles pratiques à l'audience initiale, *par Eric Baudeau, Avocat au Barreau de Rouen* ..... 276

Syndicats professionnels – Discrimination – Préjudice de carrière – Preuve – Différence de traitement établie – Preuve de l'absence de discrimination – Charge reposant sur l'employeur.

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 octobre 2005* ..... 318
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 octobre 2005* ..... 318
- *Note Christophe Baumgarten* ..... 318

Droit social européen, *par Michèle Bonnechère, Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne*

Principe général de non-discrimination selon l'âge – Obligation pour le juge national de laisser inappliquée toute disposition contraire de la loi nationale.

- *Cour de justice des communautés européennes, 22 novembre 2005* ..... 362

Syndicat professionnel – Discrimination – Carrière – Mise à l'écart d'une formation.

- *Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 14 avril 2006* ... 508

## droit disciplinaire

### Doctrine :

Insuffisances, erreurs et fautes du salarié,

- *par Alain Chirez, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse* ..... 513

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Faute – Notion – Manquements du salarié – Opérations ressortant de la compétence du salarié – Incidences sur les clients de l'entreprise – Caractère fautif (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2005* ..... 516

### • procédure

#### Doctrine :

Le retour des sycophantes ? (à propos du whistleblowing),

- *par Patrice Adam, Maître de Conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT/CRDP* ..... 281

### • sanction

Durée du travail – Salarié refusant d'effectuer des heures de récupération non soumises à l'inspection du travail – Absence de déclaration pouvant donner lieu à dommages et intérêts mais n'affectant pas la validité de la décision de récupération – Sanction disciplinaire (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2005* .. 303
- *Note YLP* ..... 303

Contrat de travail – Respect des libertés – Liberté d'opinion – Refus de prendre une position publique à la demande de l'employeur – Faute (non).

- *Cour de Cassation (Ch. soc.) 26 octobre 2005* ..... 403
- *Note Rachel Spire, DEA de droit social* ..... 404

Durée du travail – Journée dite de solidarité – Salarié ne venant pas travailler le jour concerné – Retenue sur salaire – Sanction pécuniaire (oui) – Restitution.

- *Conseil de prud'hommes de Romans sur Isère (sect. industrie) 4 avril 2006* ..... 531
- *Note Laurent Michaut, défenseur syndical* ..... 532

### • règlement intérieur

#### Doctrine :

Courriers individuels, restriction au droit de grève et règlement intérieur (à propos d'un arrêt du Conseil d'État du 27 juillet 2005)

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences Institut Régional du Travail, Université Nancy 2, IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe [FRE CNRS n° 2785]), Université Rennes 1* ..... 11

Annexe : Grève – Conditions d'exercice – Règlement intérieur – Fonction – Rétablissement de la sécurité – Possibilité de réglementer l'exercice du droit de grève en vue d'assurer la sécurité des clients (non).

- *Conseil d'État (10e et 9e ssr) 27 juillet 2005* ..... 18

Libertés et droits fondamentaux – Code de conduite – Incidences disciplinaires potentielles – Obligation de respecter l'article L. 122-39 CT – A défaut, trouble manifestement illicite justifiant une suspension de la mise en œuvre.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (Référé) 15 juillet 2005* ..... 593
- *Note Isabelle Meyrat* ..... 595

## droit pénal du travail

Comité d'entreprise – Entrave – Durée du travail – Utilisation du contingent annuel d'heures supplémentaires – Obligation de fournir au comité des informations écrites et individualisées.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2005* ..... 89
- *Note Arnaud de Senga* ..... 90

Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux** :

Comité d'entreprise – Fermeture d'entreprise – Absence d'information et de consultation du CCE en temps utile – Entrave CCE – Preuve de l'infraction – Déclaration du prévenu à l'inspecteur du travail – PV de l'inspecteur du travail – Force probante.

- *Cour de cassation (Cass. crim.) 25 avril 2005* ..... 458

Harcèlement moral – Application de l'article 222-33-2 Code pénal – Agissements d'un maire à l'encontre d'un agent municipal – Appréciation souveraine des juges du fond.

- *Cour de cassation (Cass. crim.) 21 juin 2005* ..... 459

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires - Faute caractérisée – Méconnaissance d'une obligation particulière de sécurité imposée par la loi – Travaux dangereux – Défaut de mise en place des équipements exigés – Ignorance (non) – Faute de la victime non exonératoire de la responsabilité de l'employeur.

- *Cour de cassation (Cass. crim.) 14 mars 2006* ..... 461

Hygiène et sécurité – Blessures involontaires - Travail à proximité de lignes à haute tension – Electrocutation – Absence de présence d'un agent de surveillance – Inobservation des règlements – Faute caractérisée – Faute non exclusive de la victime – Exonération de la responsabilité de l'employeur (non).

- *Cour de cassation (Ch. crim.) 10 mai 2006* ..... 510

Comités d'entreprise – Modification d'une garantie collective de prévoyance – Défaut de consultation – Délit d'entrave (oui).

- *Cour d'appel de Versailles (9e Ch.) 15 février 2006* ..... 588

Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux** :

Durée du travail – Repos hebdomadaire dominical – Vidéo – Dérogation (oui) – Premier mai – Dérogation (non) – Infraction constituée.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 mars 2006* ..... 601

Hygiène et sécurité – Homicide involontaire – Non-respect des mesures de prévention contre les risques de chutes – Responsabilité de la personne morale – Infraction commise par un de ses organes – Mention de l'identité de celui-ci (non) – Affichage de la décision – Limites.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 20 juin 2006* ..... 602

Travail dissimulé – Procédure – Locaux professionnels – Domicile – Définitions.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 décembre 2005* .. 605

## droit social européen

Décisions sélectionnées et commentées par **Michèle Bonnechère**

Regroupement familial – Membres de la famille d'un travailleur bénéficiaire de la libre circulation communautaire – Loi de l'Etat d'accueil imposant l'obtention d'un visa pour la délivrance d'un titre de séjour – Violation du droit communautaire – Obligation de délivrance du titre dans les six mois suivant la demande.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 14 avril 2005* ..... 51

Egalité de traitement entre hommes et femmes – Interdiction dans la législation autrichienne d'employer des femmes aux travaux souterrains dans le secteur minier ainsi qu'aux travaux en surpression et en plongée – Conformité à la convention n° 45 de l'OIT – Incompatibilité avec la directive 76/207.

- *Cour de Justice des Communautés européennes, 1er février 2005* ..... 52

Principe général de non-discrimination selon l'âge – Obligation pour le juge national de laisser inappliquée toute disposition contraire de la loi nationale.

- *Cour de justice des communautés européennes, 22 novembre 2005* ..... 362

Politique sociale – Directive 93/104 – Notion de temps de travail – Système d'équivalence – Méthode de calcul n'assimilant pas les temps de garde à du travail à temps plein – Non-conformité au droit communautaire dès lors que les prescriptions minimales de la directive ne sont pas respectées.

- *Cour de justice des communautés européennes, 1er décembre 2005* ..... 364

Politique sociale - Directive 93/104 – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Droit au congé annuel payé. – 1°) Inclusion du paiement du congé annuel dans la salaire horaire ou journalier : impossibilité (première espèce). – 2°) Compensation financière pour non jouissance de la période minimale de congé payé annuel : impossibilité (deuxième espèce)

- *Première espèce : Cour de justice des communautés européennes, 16 mars 2006* ..... 365
- *Deuxième espèce : Cour de justice des communautés européennes, 6 avril 2006* ..... 365

Directive 89/592 – Coordination des réglementations relatives aux opérations d’initiés – Représentant du personnel au sein du conseil d’administration – Exception à l’interdiction de communiquer des informations privilégiées – Interprétation stricte.

- *Cour de justice des communautés européennes*, 22 novembre 2005 ..... 366

**Doctrine :**

Influence communautaire et ratiocinations nationales dans l’évolution du droit social applicable au secteur du transport routier de marchandises,

- *par Stéphane Carré, Maître de conférences, UMR 6028 “Droit et changement social”, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes* ..... 417

**Doctrine :**

Les clauses de non-régression en droit communautaire du travail,

- *par Christophe Vigneau, Maître de conférences à l’université de Paris I Panthéon Sorbonne, Institut des Sciences Sociales du Travail* ..... 521

Extraits de décisions sélectionnés et commentés *par Michèle Bonnechère :*

Travail a durée déterminée – Directive 1999/70/CE – Interprétation des clauses 1b et 5 de l’accord-cadre du 18 mars 1999 – Contrats de travail à durée déterminée dans le secteur public – Notions de “contrats successifs” et de “raisons objectives” justifiant le renouvellement – Portée de l’obligation d’interprétation conforme.

- *Cour de justice des communautés européennes*, 4 juillet 2006 ..... 553

Politique d’immigration – Droit au regroupement familial des enfants mineurs de ressortissants de pays tiers – Directive 2003/86 du 22 septembre 2003 – Exigences découlant dans l’ordre juridique communautaire de la protection des droits fondamentaux – Rejet de la requête du parlement européen réclamant l’annulation de trois dispositions de la directive.

- *Cour de justice des communautés européennes*, 27 juin 2006 ..... 553

## droit social international

**Doctrine :**

Vers une consolidation jurisprudentielle du droit international des droits de l’Homme,

- *par Michèle Bonnechère* ..... 1

Annexe : Durée du travail – Accord d’aménagement et de réduction du temps de travail – Etablissements et services pour personnes handicapées et inadaptées – Article 8 de la loi du 17 janvier 2003 – Distinction entre les justiciables conforme à l’article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* ..... 4

**Doctrine :**

Contrat “nouvelles embauches” : Une régression : le contrat “nouvelles embauches”,

- *par Francis Saramito* ..... 65

**Doctrine :**

L’ordonnance de l’incertitude sociale... (Observations à partir de CE Sect. 19 octobre 2005, CGT et autres),

- *par Geneviève Koubi, Professeur de Droit public, Université de Cergy-Pontoise - CER:FDP* ..... 75

Annexe : Contrat de travail – Contrat “nouvelles embauches” – Régimes spécifiques de rupture et indemnitaire – Conformité à la loi d’habilitation – Absence de méconnaissance des normes internationales et principes généraux du droit.

- *Conseil d’Etat (Section), 19 octobre 2005* ..... 84

Licenciement pour motif personnel – Absence de cause réelle et sérieuse – Indemnisation visée à l’art. L. 122-14-5 – Inégalité de traitement en fonction de l’effectif de l’entreprise – Discrimination contraire à un traité international – Mise à l’écart par le juge de l’article L. 122-14-5.

- *Conseil de prud’hommes d’Arles (Commerce - Département) 29 novembre 2004* ..... 96
- *Note Arnaud de Senga* ..... 98

Licenciement pour motif économique – Absence de cause réelle et sérieuse – 1° Lettre de licenciement – Motivation – Incidence des difficultés économiques sur l’emploi – 2° Priorité de réembauchage – Clauses du contrat de travail prévoyant une polyvalence – Obligation d’élargir les postes proposés – 3° Entrepris de moins de onze salariés – Indemnisation fixée par l’article L. 122-14-5 portant atteinte à l’égalité de traitement garantie par un traité international.

- *Conseil de prud’hommes de Saint Dié des Vosges (Commerce) 27 février 2006* ..... 499
- *Note Dominique Holle, Responsable DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme* ..... 503

## durée du travail

**Doctrine :**

Influence communautaire et ratiocinations nationales dans l’évolution du droit social applicable au secteur du transport routier de marchandises,

- *par Stéphane Carré, Maître de conférences, UMR 6028 “Droit et changement social”, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes* ..... 417

### • temps de travail effectif

**Doctrine :**

Vers une consolidation jurisprudentielle du droit international des droits de l’Homme,

- *par Michèle Bonnechère* ..... 1

Annexe : Durée du travail – Accord d’aménagement et de réduction du temps de travail – Etablissements et services pour personnes handicapées et inadaptées – Article 8 de la loi du 17 janvier 2003 – Distinction entre les justiciables conforme à l’article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* ..... 4

**Document :**

Déclaration de la CGT : La Cour de Justice des Communautés européennes condamne le système français des heures d'équivalence ..... **88**

Politique sociale – Directive 93/104 – Notion de temps de travail – Système d'équivalence – Méthode de calcul n'assimilant pas les temps de garde à du travail à temps plein – Non-conformité au droit communautaire dès lors que les prescriptions minimales de la directive ne sont pas respectées.

• *Cour de justice des communautés européennes, 1er décembre 2005* ..... **364**

**• travail de nuit**

Conventions et accords collectifs – Travail de nuit – Définition – Application immédiate de la loi – Bénéfice des compensations conventionnelles (oui).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2005* . **143**

• *Note Anne Braun, Conseillère confédérale, doctorante à l'Université Lyon II* ..... **144**

**• repos****Hebdomadaire**

Repos hebdomadaire dominical – Commerce de vidéo – Dérogation (oui) – Premier mai – Dérogation (non) – Infraction constituée.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 14 mars 2006* ..... **601**

**• heures supplémentaires**

Salarié refusant d'effectuer des heures de récupération non soumises à l'inspection du travail – Absence de déclaration pouvant donner lieu à dommages et intérêts mais n'affectant pas la validité de la décision de récupération – Sanction disciplinaire (oui).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2005* .. **303**

• *Note YLP* ..... **303**

**• travail à temps partiel**

Clause d'exclusivité – Incompatibilité.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2005* ..... **94**

• *Note Michel Faivre-Picon, Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura* ..... **95**

Licenciement pour motif personnel – Modification des horaires de travail – Contrat la subordonnant à l'observation d'un délai de prévenance – A défaut, refus du salarié justifié – Absence de cause réelle et sérieuse.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2006* ..... **551**

Temps de travail – Clause spécifique – Salarié effectuant du gardiennage – Travail de nuit – Incompatibilité avec des obligations familiales impérieuses.

• *Cour d'appel de Versailles (17e Ch.) 24 février 2006* ..... **598**

**• aménagement du temps de travail**

Conventions et accords collectifs – Régime particulier à certaines catégories de personnel – Détermination de la convention de branche applicable – Accord d'entreprise également applicable – Avantages prévus par chacun d'eux étant de nature différente – Possibilité de cumul.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... **493**

**• réduction du temps de travail**

Journée dite de solidarité – Fixation – Rétenue d'un jour de RTT – Défaut de négociation – Prise en compte de la spécificité des établissements.

• *Tribunal de grande instance de Colmar (référé civils) 12 avril 2006* ..... **495**

• *Note Anne Braun, conseillère confédérale, doctorante à l'Université de Lyon II* ..... **496**

Journée dite de solidarité – Salarié ne venant pas travailler le jour concerné – Retenue sur salaire – Sanction pécuniaire (oui) – Restitution.

• *Conseil de prud'hommes de Romans sur Isère (sect. industrie) 4 avril 2006* ..... **531**

• *Note Laurent Michaut, défenseur syndical* ..... **532**

Durée collective – Réduction – Mesures d'accompagnement – Maintien du salaire au bénéfice des salariés – Exclusion.

• *Cour de Cassation (Ch. soc.) 16 décembre 2005* .. **599**

• *Note Stéphane Ducrocq* ..... **600**

**égalité professionnelle**

Salaires – Conditions de la mise en œuvre du principe "à travail égal, salaire égal" (deux espèces).

• *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2005* ..... **43**

• *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005* ..... **44**

• *Note Pascal Moussy* ..... **45**

Egalité de traitement entre hommes et femmes – Interdiction dans la législation autrichienne d'employer des femmes aux travaux souterrains dans le secteur minier ainsi qu'aux travaux en surpression et en plongée – Conformité à la convention n° 45 de l'OIT – Incompatibilité avec la directive 76/207.

• *Cour de Justice des Communautés européennes, 1er février 2005* ..... **52**

Licenciement pour motif personnel – Absence de cause réelle et sérieuse – Indemnisation visée à l'art. L. 122-14-5 – Inégalité de traitement en fonction de l'effectif de l'entreprise – Discrimination contraire à un traité international – Mise à l'écart par le juge de l'article L. 122-14-5.

• *Conseil de prud'hommes d'Arles (Commerce - Département) 29 novembre 2004* ..... **96**

• *Note Arnaud de Senga* ..... **98**

Conventions et accords collectifs – Principe d'égalité de traitement – Accord d'entreprise excluant du bénéfice des mesures salariales les magasins ouverts après sa date de conclusion – Modalités de rémunération spécifiques – Détermination par accord d'établissement – Licéité (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2006* ..... 491
- *Note Arnaud de Senga* ..... 492

Régime spécial de Sécurité sociale – Départ anticipé en retraite pour avoir élevé trois enfants ou plus – Avantage statutairement réservé aux femmes – Homme justifiant d'avoir tout mis en œuvre pour assurer l'éducation de ses enfants – Refus de la jouissance immédiate de pension incompatible avec l'article 141 du Traité CE.

- *Conseil de prud'hommes de Mende (Section industrie) 24 avril 2006* ..... 533
- *Note Catherine Vinet-Larrie, Conseillère prud'homme* ..... 534

## élections professionnelles

### Document :

Elections professionnelles : Lettre de syndicats CGT aux députés et sénateurs ..... 440

### • effectif

Calcul des effectifs salariés mis à disposition (deux espèces) – Participation à l'activité principale – Prise en compte (première espèce) – Salariés d'entreprises sous-traitantes d'une partie du transport non pris en compte (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2006*..... 345
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... 345
- *Note Pascal Rennes* ..... 346

Salariés mis à disposition – Prise en compte dans l'effectif et l'électorat en rapport avec la finalité de l'institution des délégués du personnel.

- *Tribunal d'instance de Péronne, 20 octobre 2005* 445
- *Note Pascal Rennes* ..... 449

## embauche

Maladie – 1° Embauche – Recrutement préalable à la visite médicale du travail – Découverte ultérieure d'une inaptitude – Dol du salarié (non) – 2° Licenciement pour motif personnel – Nullité – Indemnisation.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005* . 149
- *Note Rachel Gourdol* ..... 149

Formation professionnelle – Action de formation préalable à l'embauche (AFPE) – Période d'essai à l'issue de la formation réalisée partiellement ou totalement en entreprise (non).

- *Conseil de prud'hommes d'Avignon (Référé) 13 juin 2005* ..... 592

## entreprises en difficulté

### • assurance des créances salariales

Garantie des créances établies par une décision de justice exécutoire – Refus par l'AGS – Action en paiement ne pouvant entraîner sa condamnation à verser les sommes dues au salarié – Paiement de la créance ne pouvant être faite qu'au liquidateur judiciaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2006* ..... 450
- *Note Francis Saramito* ..... 450

### • procédure

Redressement judiciaire suivant une procédure simplifiée – En l'absence de désignation d'un administrateur, employeur poursuivant seul l'activité – Embauche d'un salarié pour une courte durée – Acte de gestion courante ne nécessitant pas l'autorisation du juge commissaire.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005* . 405

### • licenciement

Licenciement pour motif économique – Annulation du PSE – Conséquences sur les licenciements – Absence de nullité – Défaut de cause réelle et sérieuse.

- *Première espèce : Cour de cassation (Chambre sociale) 2 février 2006* ..... 356
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Chambre sociale) 2 février 2006* ..... 356
- *Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* ..... 357

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Insuffisance – 1° Appréciation – Exclusion des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics – 2° Sanction – Entreprises en difficulté – Nullité des licenciements (non) – Défaut de cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2006* ..... 549

## fonctionnaires et agents publics

Harcèlement moral – Application de l'article 222-33-2 Code pénal – Agissements d'un maire à l'encontre d'un agent municipal – Appréciation souveraine des juges du fond.

- *Cour de cassation (Cass. crim.) 21 juin 2005* ..... 459

# grève

## • définition

### Doctrine :

Encore et toujours à propos du droit de grève... Livres propos sous l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 21 mars 2006,

- par **Eric Millard**, Professeur de droit public, Centre de Théorie et Analyse du Droit (UMR 7074) ..... **430**

Annexe : Grève – Définition – Revendication professionnelle – Revendication dépassant le cadre de l'entreprise (deux espèces) – Privatisation du mode de gestion – Délégation de service public (première espèce) – Réforme des retraites – Contestation du projet gouvernemental (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'appel d'Aix-en-Provence (1re Ch. C) 21 mars 2006* ..... **436**
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... **438**

Arrêt de travail se limitant au refus d'une seule obligation du contrat de travail (astreinte) – Nécessité d'une cessation complète de son exécution.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 février 2006* ..... **451**

## • déclenchement

### Services publics

Préavis – Fixation de la période – Effet à l'égard des salariés – Régularité de la participation à un mouvement déjà commencé.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 décembre 2005* .... **306**
- *Note Arnaud de Senga* ..... **306**

## • modalités

### Doctrine :

Courriers individuels, restriction au droit de grève et règlement intérieur (à propos d'un arrêt du Conseil d'État du 27 juillet 2005)

- par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences Institut Régional du Travail, Université Nancy 2, IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe [FRE CNRS n° 2785]), Université Rennes 1 ..... **11**

Annexe : Grève – Conditions d'exercice – Règlement intérieur – Fonction – Rétablissement de la sécurité – Possibilité de réglementer l'exercice du droit de grève en vue d'assurer la sécurité des clients (non).

- *Conseil d'État (10e et 9e ssr) 27 juillet 2005* ..... **18**

Grève appelée pour les "postes d'heures supplémentaires" afin d'obtenir que ces heures soient effectuées dans le cadre du volontariat et pour en exiger le paiement dans le mois qui suit, avec toutes les majorations dues, n'est pas assimilée à une grève "d'autosatisfaction".

- *Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 17 août 2005* ..... **146**
- *Note Pascal Moussy* ..... **146**

## • protection

Grève et activité syndicale – Licenciement – Mesure de rétorsion indirecte – Nullité constatée par le juge des référés.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005* ..... **95**

Licenciement pour abandon de poste – Contestation de la rupture – Nullité – Réintégration.

- *Conseil de prud'hommes de Bourges (Référé) 3 décembre 2004* ..... **147**

Interdiction de faire appel à des contrats à durée déterminée et à des contrats d'intérim pour assurer le remplacement de salariés grévistes – Action du syndicat à l'encontre de deux sociétés (une entreprise donneuse d'ordres et une entreprise sous-traitante) constituant un ensemble économique unique qui ont organisé de concert le recrutement de travailleurs précaires pour remplacer les grévistes – Trouble manifestement illicite auquel le juge des référés décide de mettre fin en interdisant à l'entreprise sous-traitante de confier aux salariés précaires la conduite des bus dont elle est propriétaire ou locataire.

- *Tribunal de grande instance de Bobigny (1re ch. sect. 5 - référé) 2 décembre 2005* ..... **304**

Représentants du personnel – Protection – Licenciement pour motif personnel – Sanction pour des faits commis lors d'un conflit collectif – Absence d'éléments justifiant d'autoriser le licenciement – Annulation de l'autorisation ministérielle.

- *Tribunal administratif de Montpellier (6e Ch.) 1er décembre 2005* ..... **316**
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* ..... **317**

Licenciement – Nullité – Réintégration – Indemnisation de la période couverte – Déduction des revenus de remplacement (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 février 2006* ..... **540**
- *Note Jean-Louis Borie, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand* ..... **541**

## • lock-out

### Doctrine :

La possibilité du lock-out suppose une situation contraignante libérant de façon absolu l'employeur de son obligation de fournir du travail.

- *Avis de Jacques Duplat, Avocat général à la Cour de cassation* ..... **19**

Annexe : Grève – Lock-out par l'employeur – Conditions – Situation contraignante – Impossibilité de fournir aux non-grévistes des tâches supplémentaires – Preuve non rapportée – Licéité (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2005* ... **22**

## harcèlement moral

Conseils de prud'hommes – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Manquement de l'employeur – Exécution de bonne foi du contrat – Distinction avec le harcèlement moral.

• *Cour d'appel de Paris (18e Ch. D) 17 mai 2005* .... 32

• *Note Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* ..... 33

### Doctrine :

Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire Eutelsat

• *par Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* ..... 57

Annexe : Harcèlement moral – Salarié dénonçant sa situation – Licenciement de rétorsion – Contestation – Référé prud'homal – Suspension des effets du licenciement et réintégration dans l'attente de la décision des juges du fond – Intervention syndicale dans l'intérêt collectif de profession – Recevabilité (oui).

• *1) Conseil de prud'hommes de Paris (référé - départage) 24 août 2004* ..... 62

• *2) Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 15 septembre 2005* ..... 63

Éléments constitutifs – Appréciation souveraine des juges du fond.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 novembre 2005* .. 307

### Doctrine :

Harcèlement moral : une affaire remarquable (ou l'occasion trop rare de mettre en lumière et en discussion l'article L 422-1-1 du Code du travail)

• *par Patrice Adam, Maître de Conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT/CRDP* ..... 321

• *Annexe : Conseil de prud'hommes de Grenoble (commerce - départage) 7 novembre 2005* ..... 327

Application de l'article 222-33-2 Code pénal – Agissements d'un maire à l'encontre d'un agent municipal – Appréciation souveraine des juges du fond.

• *Cour de cassation (Cass. crim.) 21 juin 2005* ..... 459

Réparation du préjudice du salarié harcelé – Responsabilité de l'employeur obligé de prendre les mesures nécessaires à la prévention des risques professionnels (article 230-2-II (g) CT) – Responsabilité du salarié auteur du harcèlement pour inobservation de l'obligation de prendre soin de la sécurité et de la santé de ses coprésosés (article L. 230-3 CT).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* ..... 535

• *Note Francis Saramito* ..... 536

## hygiène et sécurité

### • responsabilités

Blessures involontaires - Faute caractérisée – Méconnaissance d'une obligation particulière de sécurité imposée par la loi – Travaux dangereux – Défaut de mise en place des équipements exigés – Ignorance (non) – Faute de la victime non exonératoire de la responsabilité de l'employeur.

• *Cour de cassation (Cass. crim.) 14 mars 2006* ..... 461

Blessures involontaires - Travail à proximité de lignes à haute tension – Electrocutation – Absence de présence d'un agent de surveillance – Inobservation des règlements – Faute caractérisée – Faute non exclusive de la victime – Exonération de la responsabilité de l'employeur (non).

• *Cour de cassation (Ch. crim.) 10 mai 2006* ..... 510

Harcèlement moral – Réparation du préjudice du salarié harcelé – Responsabilité de l'employeur obligé de prendre les mesures nécessaires à la prévention des risques professionnels (article 230-2-II (g) CT) – Responsabilité du salarié auteur du harcèlement pour inobservation de l'obligation de prendre soin de la sécurité et de la santé de ses coprésosés (article L. 230-3 CT).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2006* ..... 535

• *Note Francis Saramito* ..... 536

Homicide involontaire – Non-respect des mesures de prévention contre les risques de chutes – Responsabilité de la personne morale – Infraction commise par un de ses organes – Mention de l'identité de celui-ci (non) – Affichage de la décision – Limites.

• *Cour de cassation (Ch. Crim.) 20 juin 2006* ..... 602

## inaptitude

Contrat à durée déterminée – Inaptitude physique – Application distributive de l'art. L 122-24-4 – Obligation de reclassement (oui) – Reprise du versement du salaire au-delà d'un mois (non).

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2005* ..... 93

• *Note Catherine Fuentes, Doctorante à l'Université Robert-Schumann, Strasbourg* ..... 93

### Doctrine :

Inaptitude et perte d'emploi

• *par Jean-Yves Frouin, Conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, Professeur associé à l'Université de Tours* ..... 105

## informatique et libertés

### Doctrine :

Information, consultation et déclaration préalables obligatoires portant sur les mécanismes de contrôle de l'activité des salariés,

- *par Arnaud de Senga* ..... 474
- Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Surveillance et contrôle par l'employeur – Procédés divers – Collecte de données personnelles – Information individuelle et collective préalable – Caractère obligatoire – A défaut, suspension du dispositif ou indemnisation (trois espèces) – Téléopérateurs – Mise sous écoute en vue d'une évaluation (première espèce) – Entretien annuel d'appréciation (deuxième espèce) – Vidéosurveillance (troisième espèce).
- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1er ch. sect. soc.) 4 avril 2006* ..... 478
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (référé) 31 mars 2006* ..... 480
- *Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Lille (1re ch.) 5 janvier 2006* ..... 482

## inspection du travail

Meurtre de deux agents de l'administration de travail dans l'exercice de leurs fonctions – Analyse des circonstances de la commission du crime – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession (oui) – Recevabilité de la constitution de partie civile du syndicat professionnel (article L. 411-11 du Code du travail).

- *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. de l'instruction) 17 mai 2005* ..... 40
- *Note Francis Saramito* ..... 41

Comité d'entreprise – Fermeture d'entreprise – Absence d'information et de consultation du CCE en temps utile – Entrave CCE – Preuve de l'infraction – Déclaration du prévenu à l'inspecteur du travail – PV de l'inspecteur du travail – Force probante.

- *Cour de cassation (Cass. crim.) 25 avril 2005* ..... 458

## libertés et droits fondamentaux

### Documents :

- L'urgence, c'est le social et la démocratie - Déclaration de la CGT ..... 24
- Non au régime d'exception. Pour un état d'urgence sociale - Appel d'organisations ..... 24
- *Note Emmanuel Gayat et Isabelle Meyrat* ..... 25

### Doctrine :

Réflexions autour de la sanction des droits fondamentaux en droit du travail

- *par Manuela Grévy, Maître de conférences à l'Institut des Sciences sociales du travail de Sceaux - Université Paris I* ..... 114

### Doctrine :

Le retour des sycophantes ? (à propos du whistleblowing)

- *par Patrice Adam, Maître de Conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT/CRDP* ..... 281

“Code d'éthique” – Dispositif de dénonciation par téléphone – Atteinte aux droits élémentaires de la défense – Risque de dénonciation calomnieuse – Disproportion par rapport aux objectifs - Dommage potentiel imminent pour les libertés individuelles de salariés – Retrait des notes litigieuses.

- *Tribunal de grande instance de Libourne (référé) 15 septembre 2005* ..... 309
- *Note Arnaud de Senga* ..... 310

Contrat de travail – Respect des libertés – Liberté d'opinion – Refus de prendre une position publique à la demande de l'employeur – Faute (non).

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 26 octobre 2005* ..... 403
- *Note Rachel Spire, DEA de droit social* ..... 404

Droit de choisir librement le lieu de son domicile – Droit d'alerte du délégué du personnel .

- *Conseil de prud'hommes de Lyon (Industrie - Département) 8 novembre 2005* ..... 406
- *Note Michel Estevez, Conseiller prud'homme* ..... 407

### Doctrine :

Information, consultation et déclaration préalables obligatoires portant sur les mécanismes de contrôle de l'activité des salariés

- *par Arnaud de Senga* ..... 474
- Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Surveillance et contrôle par l'employeur – Procédés divers – Collecte de données personnelles – Information individuelle et collective préalable – Caractère obligatoire – A défaut, suspension du dispositif ou indemnisation (trois espèces) – Téléopérateurs – Mise sous écoute en vue d'une évaluation (première espèce) – Entretien annuel d'appréciation (deuxième espèce) – Vidéosurveillance (troisième espèce).
- *Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1er ch. sect. soc.) 4 avril 2006* ..... 478
- *Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (référé) 31 mars 2006* ..... 480
- *Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Lille (1re ch.) 5 janvier 2006* ..... 482

Code de conduite – Incidences disciplinaires potentielles – Obligation de respecter l'article L. 122-39 CT – A défaut, trouble manifestement illicite justifiant une suspension de la mise en œuvre.

- *Tribunal de grande instance de Nanterre (Référé) 15 juillet 2005* ..... 593
- *Note Isabelle Meyrat* ..... 595

## licenciement des salariés protégés

*voir Protection des représentants du personnel*

## licenciement pour motif personnel

### • motifs de licenciement

Statuts particuliers – Travail maritime – Officier contraint d'exécuter des travaux ne correspondant pas à sa qualification – Volonté d'humiliation – Eviction du navire – Rupture illicite du contrat.

- *Cour d'appel de Rouen (Ch. réunies) 13 septembre 2005* ..... 155
- *Note Alain Durand, responsable maritime de l'Union locale CGT de Saint-Malo* ..... 156

Faute grave – Appréciation – Absence injustifiée durant une semaine – Refus de fournir des explications – Salarié ayant une grande ancienneté – Cause réelle et sérieuse (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mars 2006* ..... 504

#### Doctrine :

Insuffisances, erreurs et fautes du salarié,

- *par Alain Chirez, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse* ..... 513

Annexe : Licenciement pour motif personnel – Faute – Notion – Manquements du salarié – Opérations ressortant de la compétence du salarié – Incidences sur les clients de l'entreprise – Caractère fautif (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 octobre 2005* ..... 516

Changement des conditions de travail décidé par l'employeur – Refus de la salariée d'exécuter le contrat aux nouvelles conditions – Salariée responsable de l'inexécution du préavis qu'elle refusait d'exécuter aux nouvelles conditions – Indemnité de préavis non due.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2006* ..... 528
- *Note Pascal Moussy* ..... 528

Cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail – Révocation pour conflit d'intérêt - Appréciation.

- *Cour de cassation (Ch. Com.) 20 juin 2006* ..... 550
- *Note Arnaud de Senga* ..... 551

### • nullité

Maladie – 1° Embauche – Recrutement préalable à la visite médicale du travail – Découverte ultérieure d'une inaptitude – Dol du salarié (non) – 2° Licenciement pour motif personnel – Nullité – Indemnisation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005* . 149
- *Note Rachel Gourdol* ..... 149

Licenciement – Nullité – Réintégration des grévistes – Indemnisation de la période couverte – Déduction des revenus de remplacement (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 février 2006* ..... 540
- *Note Jean-Louis Borie, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand* ..... 541

### • maladie

Absence prolongée – Licenciement – Motivation de la lettre – Perturbation du fonctionnement de l'entreprise – Nécessité du remplacement – Caractère cumulatif.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005* ..... 314
- *Note Chantal Verdin, Conseillère prud'homme, Paris* ..... 315

### • inaptitude

#### Doctrine :

Inaptitude et perte d'emploi

- *par Jean-Yves Frouin, Conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, Professeur associé à l'Université de Tours* ..... 105

1° Embauche – Recrutement préalable à la visite médicale du travail – Découverte ultérieure d'une inaptitude – Dol du salarié (non) – 2° Licenciement pour motif personnel – Nullité – Indemnisation.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2005* . 149
- *Note Rachel Gourdol* ..... 149

Maladie professionnelle – Faute inexcusable – Caractère exclusif de l'indemnisation de Sécurité sociale (non) – Indemnisation du licenciement provoqué par la faute de l'employeur (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2006* ..... 505
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* ..... 508

### • indemnités

Licenciement – Indemnité prévue par le contrat individuel de travail – Cumul avec l'indemnité pour absence de cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2006* ..... 497
- *Note Francis Saramito* ..... 498

## licenciement pour motif économique

### • motifs

Vérification par le juge prud'homal de la cause exacte d'un licenciement présenté par l'employeur comme reposant sur un motif inhérent à la personne de la salariée – Difficultés économiques constituant la cause première et déterminante des propositions de diminution du temps de travail et de mutation refusées par la salariée – Licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.

- *Conseil de prud'hommes de Castres (départage) 13 avril 2005* ..... 42
- *Note Pascal Moussy* ..... 43

Cessation d'activité de l'entreprise – Faute de l'employeur qui revend à perte et ne procède pas à une redéfinition complète des prix de cession interne au sein du groupe pour redresser la situation de l'entreprise – Absence de recherches effectives de reclassement au sein du groupe – Licenciements sans cause réelle et sérieuse.

- *Conseil de prud'hommes de Longwy (Sect. Ind. - Département) 10 juin 2005* ..... 312
- *Note Pascal Moussy* ..... 313

Doute sur la réalité du motif – Chiffre d'affaires, dont la baisse était invoquée, en augmentation au moment du licenciement – Application contestable de l'ordre des licenciements – Offres de reclassement fantaisistes – Absence de cause réelle et sérieuse.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section Industrie - Département) 5 septembre 2005* ..... 353

#### Doctrine :

Au nom de la liberté d'entreprendre (Les arrêts "Pages jaunes")

- *par Marie-France Bied-Charreton* ..... 369
- *Annexe I : 1) Cour d'appel de Montpellier (Ch. Soc.) 15 décembre 2004* ..... 378
- 2) *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2006* ... 380
- *Annexe II : 1) Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 29 juin 2004* ..... 381
- 2) *Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2006* ... 384
- *Annexe III : Communiqué de la Cour de cassation relatif aux arrêts Pages jaunes* ..... 384
- *Annexe IV : Tribunal administratif de Paris (3e sect. Ire ch.) 18 mai 2005* ..... 386

#### Doctrine :

En marge des arrêts "Pages jaunes"

- *par Paul Darves-Bornoz, Avocat au Barreau d'Annecy* ..... 387
- *Annexe 1 : Dépêche AFP* ..... 391
- *Annexe 2 : Extraits des conclusions de Me Kirkyacharian, Avocat au Barreau de Montpellier* ..... 391

Difficultés économiques – Appréciation – Secteur d'activité – Notion.

- *Cour d'appel de Versailles (11e Ch.) 7 mars 2006* 452
- *Note Pierre Lyon-Caen, Avocat général honoraire à la Cour de cassation* ..... 454

Absence de cause réelle et sérieuse – 1° Lettre de licenciement – Motivation – Incidence des difficultés économiques sur l'emploi – 2° Priorité de réembauchage – Clauses du contrat de travail prévoyant une polyvalence – Obligation d'élargir les postes proposés – 3° Entreprise de moins de onze salariés – Indemnisation fixée par l'article L. 122-14-5 portant atteinte à l'égalité de traitement garantie par un traité international.

- *Conseil de prud'hommes de Saint Dié des Vosges (Commerce) 27 février 2006* ..... 499
- *Note Dominique Holle, Responsable DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme* ..... 503

Motivation – Difficultés économiques à venir non encore réalisées au jour du licenciement – Validité – Condition – Mesure nécessaire à la sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise – Preuve de la réalité et du sérieux de la menace invoquée (trois espèces).

- *Première espèce : Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 8 septembre 2005* ..... 542
- *Deuxième espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 21 mars 2006* ..... 543
- *Troisième espèce : Conseil d'Etat (4e et 5e sous-sections) 8 mars 2006* ..... 545
- *Note Francis Saramito* ..... 546

## • licenciements individuels

### Départs négociés

Rupture du contrat de travail pour motif économique – Salarié acceptant un départ volontaire négocié avec l'employeur dans le cadre d'un accord collectif – Résiliation amiable du contrat ne privant pas l'intéressé de la priorité de réembauchage.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2005* . 360

## • licenciements collectifs

### Procédure

Consultation du comité d'entreprise – Contestation de la régularité – Forclusion – Délai non applicable aux actions judiciaires portant sur le fond de la consultation.

- *Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand (référé) 10 janvier 2006* ..... 455
- *Note Emmanuelle Lafuma, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII* ..... 456

### Plan de sauvegarde de l'emploi

Conventions et accords collectifs – Transaction et accord collectif – Articulation à l'occasion d'un plan social.

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 5 avril 2005* ..... 38
- *Note Rachel Gourdo, juriste au CIDECOS* ..... 39

Entreprises en difficulté – Annulation du PSE – Conséquences sur les licenciements – Absence de nullité – Défaut de cause réelle et sérieuse.

- *Première espèce : Cour de cassation (Chambre sociale) 2 février 2006* ..... 356
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Chambre sociale) 2 février 2006* ..... 356
- *Note Jérôme Ferraro, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence* ..... 357

Insuffisance – 1° Appréciation – Exclusion des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics – 2° Sanction – Entreprises en difficulté – Nullité des licenciements (non) – Défaut de cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2006* ..... 549

## Nullités - Réintégration

Annulation du plan social – Conséquence sur les licenciements – Détermination du périmètre de réintégration – Exclusion du groupe – Cadre limité à la personnalité morale de l'employeur.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... 350
- *Note Bernadette Lardy-Pélissier, Maître de conférences à l'Université Toulouse I Sciences sociales, Membre du LIRHE* ..... 351

Nullité des licenciements en l'absence de plan social – Faits de concurrence déloyale et actes de dénigrement reprochés aux licenciés ne sauraient, dans les circonstances de l'espèce, rendre la réintégration dans l'entreprise matériellement impossible.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 avril 2006* ..... 548
- *Note Pascal Moussy* ..... 549

## lock-out

voir Grève

## maladie

voir aussi Inaptitude

Licenciement pour motif personnel

CHSCT

Contrat de travail - suspension

Absence prolongée – Licenciement – Motivation de la lettre – Perturbation du fonctionnement de l'entreprise – Nécessité du remplacement – Caractère cumulatif.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005* ..... 314
- *Note Chantal Verdin, Conseillère prud'homme, Paris* ..... 315

## médecine du travail

Maladie – Suspension du contrat de travail – Reprise de l'activité professionnelle – Défaut de visite de reprise – Période de suspension continuant à courir – Manquement de l'entreprise à son obligation de sécurité de résultat.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2006* ..... 408
- *Note Arnaud de Senga* ..... 408

## négociation collective

voir Conventions et accords collectifs

## plan social / PSE

voir Licenciement

pour motif économique

## protection des représentants du personnel

### Chroniques jurisprudentielles :

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées

- *par Jean-Louis Rey, Magistrat administratif (deuxième partie)* :

Motif économique – Licenciement d'un salarié auquel un changement de législation interdit de poursuivre l'exécution de son contrat de travail – Obligation de reclassement.

- *Conseil d'Etat, 15 juin 2005* ..... 48

Licenciement pour inaptitude physique consécutive à un accident du travail – Portée de l'obligation de reclassement.

- *Conseil d'Etat, 4 juillet 2005* ..... 49

Enquête de l'inspecteur du travail – Modalités de l'enquête contradictoire.

- *Conseil d'Etat, 20 avril 2005* ..... 50

### Doctrines :

Le caractère impératif des garanties protectrices reconnues au représentant du personnel

- *par Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud* ..... 123

Annexe : Protection des représentants du personnel – Licenciement pour motif économique – Obligation de reclassement – Portée du contrôle de l'Administration – Accord du salarié à la rupture – Élément suffisant (non).

- *Conseil d'État (8e et 3e sous-sections réunies) 13 avril 2005* ..... 128

### • étendue de la protection

Licenciement pour motif personnel – Sanction pour des faits commis lors d'un conflit collectif – Absence d'éléments justifiant d'autoriser le licenciement – Annulation de l'autorisation ministérielle.

- *Tribunal administratif de Montpellier (6e Ch.) 1er décembre 2005* ..... 316

- *Note Yves Saint-Jours* ..... 317

Transfert d'entreprise – Etablissement de santé – Représentant du personnel – Autorisation – Condition – Vérification des critères d'application de l'art. L 122-12 – Externalisation de la restauration des patients hospitalisés – Prise en charge globale des malades s'opposant à la caractérisation d'une entité économique – Annulation de l'autorisation.

- *Tribunal administratif de Clermont-Ferrand (2ème ch.) 9 mars 2006* ..... 412

Salarié mandaté pour négocier un accord collectif de réduction du temps de travail et pour le suivi de l'accord – Protection contre les licenciements pendant les douze mois suivant la fin du mandat – Délai expirant après la fin du mandat de suivi.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2006* ..... 539

## protection sociale complémentaire

Régime de prévoyance – Application de la loi Evin – Régime imposé par décision unilatérale – Salarié engagé postérieurement – Défaut d'information délivrée par l'employeur – Effet – Refus d'adhésion ou radiation (non).

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2005* ..... 151
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* ..... 151

## salaires

### • montant

Retenue par l'employeur du coût de renouvellement d'un badge – Retenue n'entrant pas dans les hypothèses de compensation prévues par l'article L. 144-1 du Code du travail – Responsabilité pécuniaire du salarié pour dommages causés à l'employeur supposant une faute lourde de sa part.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2005* ..... 99
- *Note Francis Saramito* ..... 99

### • prescription

**Doctrine :**

Quid des salaires dans l'avant-projet de réforme du droit de la prescription ?

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* ..... 518

## sécurité sociale

### • régime général

Égalité professionnelle – Régime spécial de Sécurité sociale – Départ anticipé en retraite pour avoir élevé trois enfants ou plus – Avantage statutairement réservé aux femmes – Homme justifiant d'avoir tout mis en œuvre pour assurer l'éducation de ses enfants – Refus de la jouissance immédiate de pension incompatible avec l'article 141 du Traité CE.

- *Conseil de prud'hommes de Mende (Section industrie) 24 avril 2006* ..... 533
- *Note Catherine Vinet-Larrie, Conseillère prud'homme* ..... 534

## sources du droit

**Doctrine :**

Réglementations publiques et RSE : des interactions complexes

- *par Isabelle Desbarrats, Maître de Conférences, Université Sciences Sociales Toulouse I, Chercheur au Lirhe, UMR 5066* ..... 331

## statuts particuliers

### • travail à domicile

Qualification – Conditions – Travailleur prétendument indépendant – Indemnisation.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (Sect. Ind.) 8 juillet 2005* ..... 152
- *Note Gilbert Jacquemet, Secteur Droits et Libertés, Union départementale CGT de l'Isère* ..... 154

### • divers

Travail maritime – Officier contraint d'exécuter des travaux ne correspondant pas à sa qualification – Volonté d'humiliation – Eviction du navire – Rupture illicite du contrat.

- *Cour d'appel de Rouen (Ch. réunies) 13 septembre 2005* ..... 155
- *Note Alain Durand, responsable maritime de l'Union locale CGT de Saint-Malo* ..... 156

## syndicats professionnels

### • activités

Harcèlement judiciaire contre des militants syndicaux – Accusation d'avoir menacé un huissier lors d'un conflit collectif – Appel de la relaxe par le Parquet – Confirmation de la relaxe.

- *Cour d'appel de Montpellier (3e Ch. corr.) 22 août 2006* ..... 596
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite à l'Université de Perpignan* ..... 597

### • discrimination

1° Discrimination – Déroulement de carrière – Repositionnement et dommages et intérêts (première et deuxième espèces) – 2° Heures de délégation – Crédit conventionnel supplémentaire – Assimilation à du temps de travail effectif (première espèce).

- *Première espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (act. div. - départage) 19 avril 2005* ..... 100
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 novembre 2005* ..... 101
- *Note Daniel Petit, DLAJ, Union départementale CGT des Pyrénées-Orientales* ..... 102

**Doctrine :**

La lutte contre la discrimination syndicale

- *par Rachel Spire, DEA de Droit social* ..... 168
- *Avant-propos de Pascal Rennes, Directeur du Travail honoraire* ..... 166
- *Post-face de Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT* ..... 219

Préjudice de carrière – Preuve – Différence de traitement établie – Preuve de l'absence de discrimination – Charge reposant sur l'employeur.

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 octobre 2005* ..... 318
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 octobre 2005* ..... 318
- *Note Christophe Baumgarten* ..... 318

Carrière – Mise à l'écart d'une formation.

- *Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 14 avril 2006* .. 508

## • action en justice

Inspection du travail – Meurtre de deux agents de l'administration de travail dans l'exercice de leurs fonctions – Analyse des circonstances de la commission du crime – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession (oui) – Recevabilité de la constitution de partie civile du syndicat professionnel (article L. 411-11 du Code du travail).

- *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. de l'instruction) 17 mai 2005* ..... 40
- *Note Francis Saramito* ..... 41

### Doctrine :

Harcèlement moral : quelques réflexions autour de l'affaire Eutelsat

- *par Patrice Adam, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP* ..... 57

Annexe : Harcèlement moral – Salarié dénonçant sa situation – Licenciement de rétorsion – Contestation – Référé prud'homal – Suspension des effets du licenciement et réintégration dans l'attente de la décision des juges du fond – Intervention syndicale dans l'intérêt collectif de profession – Recevabilité (oui).

- *1) Conseil de prud'hommes de Paris (référé - départage) 24 août 2004* ..... 62
- *2) Cour d'appel de Paris (18e Ch. C) 15 septembre 2005* ..... 63

## temps de travail

voir *Durée du travail*

## transaction

Transaction et accord collectif – Articulation à l'occasion d'un plan social.

- *Cour de cassation (Ch. soc.) 5 avril 2005* ..... 38
- *Note Rachel Gourdol, juriste au CIDECOS* ..... 39

## transfert d'entreprise

### • conditions

Employeur – Détermination – Modifications des structures de l'entreprise (deux espèces) – Société commerciale – Cession de

parts sociales – Changement de forme sociale – Incidence sur le statut collectif (non) (première espèce) – Dissolution d'une société – Reprise d'activité par une personne physique – Application de L 122-12 (oui) (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2006* ..... 347
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 février 2006* ..... 348
- *Note Arnaud de Senga* ..... 348

Etablissement de santé – Représentant du personnel – Autorisation – Condition – Vérification des critères d'application de l'art. L 122-12 – Externalisation de la restauration des patients hospitalisés – Prise en charge globale des malades s'opposant à la caractérisation d'une entité économique – Annulation de l'autorisation.

- *Tribunal administratif de Clermont-Ferrand (2ème ch.) 9 mars 2006* ..... 412

### • effets

Commercialisation des produits d'une entreprise confiée à un prestataire – Création d'une filiale décidée pour assurer cette activité – Transfert d'une entité économique – Continuation du contrat de travail ordonnée en référé.

- *Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 26 octobre 2005* ..... 409
- *Note Nathalie Bizot, défenseur syndical, Union locale CGT de Castres* ..... 410

## Sur les contrats de travail

### Documents :

Transfert d'activités du secteur public au secteur privé - Réponse ministérielle - Note ..... 87

Contrat de location-gérance – Activité transférée à un nouveau locataire – Licenciement de salarié – Reprise immédiate du fonds par le bailleur – Collusion entre les entreprises – Licenciement privé d'effet – Indemnisation.

- *Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc. sect. C) 9 août 2005* ..... 157
- *Note Daniel Joseph* ..... 159

## Sur le statut collectif

Fusion-absorption – Entreprise absorbante dont le personnel est régi par un statut réglementaire – Personnel de l'entreprise absorbée soumis de plein droit à ce statut – Accords collectifs antérieurs inapplicables.

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2005* ..... 46
- *Note Francis Saramito* ..... 47

## travail illégal

### • travail dissimulé

Procédure – Locaux professionnels – Domicile – Définitions.

- *Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 décembre 2005* .. 605

## tribunaux

*voir aussi Conseil de prud'hommes*

Contrat de travail – Salarié licencié par une organisation internationale – Immunité de juridiction – Limites – Absence de possibilité de recours faute de tribunal susceptible de l'accueillir – Déné de justice – Compétence de la juridiction française en cas de rattachement avec la France – En l'espèce, nationalité française du salarié.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2005* ..... 141

1° Contrat à durée déterminée – Remplacement – Terme imprécis – Durée – Fin de l'absence de la personne remplacée – Indemnisation – Détermination.

2° Tribunaux – Cour de cassation – Représentation obligatoire – Rejet d'une demande d'aide juridictionnelle pour défaut de moyen sérieux – Cassation de la décision d'appel.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 février 2006* ..... 443

• *Note Arnaud de Senga* ..... 444

### Document :

A propos de l'assistance obligatoire devant la Cour de cassation par un avocat au Conseil : échange de correspondances ..... 525

### Doctrine :

Les moyens d'agir en justice du salarié : une constante dégradation au profit de l'employeur (simple note d'humeur en marge de CE 6 avril 2006, n° 273311)

• *par Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy 2* ..... 561

Annexe : Tribunaux – Cour de cassation – Réforme de la procédure (décret 20 août 2004) – Suspension de l'exécution provisoire de droit – Atteinte à l'article 6 CEDH (non) – Représentation obligatoire – Compétence du pouvoir réglementaire – Absence de violation d'une norme supra décrétales.

• *Conseil d'Etat (6e et 1re ss-sect.) 6 avril 2006* ..... 572

## unité économique et sociale

Comités d'entreprise – Comités d'établissement – Société comprise dans une unité économique et sociale – Examen des comptes propres à l'établissement avec l'assistance d'un expert-comptable rémunéré par l'employeur – Pas de confusion avec les droits du comité central d'entreprise de l'UES.

• *Cour d'appel de Riom (4e Ch. civ. (sociale)) 10 janvier 2006* ..... 395

• *Note Maurice Cohen* ..... 397

## usages et accords atypiques

Dénonciation – 1° Absence d'incorporation au contrat de travail – 2° Consultation des délégués du personnel – Absence d'élus – Défaut de procès-verbal de carence – Dénonciation privée d'effet.

• *Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2005* .. 413

• *Note Arnaud de Senga* ..... 414

# Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique n'ont été publiées qu'en extraits)

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
<b>2004</b>			
<b>JUIN</b>			
29/06/04	CA Dijon (Ch. Soc.)	Ains et autres c/ SA Pages jaunes	381
<b>AOÛT</b>			
24/08/04	CP Paris (référé - départ.)	Affaire A et autres c/ Eutelsat SA	62
<b>SEPTEMBRE</b>			
29/09/04	CP Evreux (Bur. Conc. Sect. Ind)	Frascone c/ Goofrich Actuation Systems	589
<b>OCTOBRE</b>			
21/10/04	CA Nîmes (Ch. Soc.)	La Poste c/ Baddi et a.	27
27/10/04	CA Aix-en-Prov. (9 <sup>e</sup> ch. B)	Sodiplan (Leclerc) c/ Delogu	29
<b>NOVEMBRE</b>			
29/11/04	CP Arles (Com. - départage)	Mathieu c/ Fabre	96
30/11/04	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centre de loisirs éducatifs de Digoin c/ Nunes	36
<b>DÉCEMBRE</b>			
03/12/04	CP Bourges (référé)	Da Silva et a. c/ SECC	147
15/12/04	CA Montpellier (Ch. Soc.)	Delporte c/ Pages jaunes	378
<b>2005</b>			
<b>JANVIER</b>			
18/01/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	SNCF c/ Crumière	129
25/01/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Banque africaine de développement c/ Degboe	141
<b>FÉVRIER</b>			
01/02/05	<i>CJCE</i>	<i>Commission c/ République d'Autriche</i>	52
15/02/05	C. Cass. (Ch. Crim.)	CE de la société Aldi Marché c/ Kemp	89
<b>AVRIL</b>			
05/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	André et autres c/ Sté CNH France	38
06/04/05	CP Evreux (Bur. Conc. Sect. Ind)	Benevent c/ Goodrich Actuation Systems	590
07/04/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	Rege c/ Axa France	129
13/04/05	CP Castres (départage)	Malika Boumlid c/ SARL Brautex	42
13/04/05	Conseil d'Etat (8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> ss-sect. réunies)	Secours Catholique c/ De Oliveira	128
14/04/05	<i>CJCE</i>	<i>Commission c/ Royaume d'Espagne</i>	51
20/04/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Dobel c/ Sté Honeywell-Garett	99
25/04/05	<i>Cass. Crim</i>	<i>Casino Cafeteria c/ CE Casino Cafeteria</i>	458

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
<b>MAI</b>			
11/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bour c/ SA Anny Rey	94
11/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse Epargne Provence-Alpes-Corse c/ M. X	163
17/05/05	CA Paris (18 <sup>e</sup> Ch. D)	Ass. Centre dentaire Miromesnil c/ Beguermont	32
17/05/05	CA Bordeaux (Ch. de l'instruction)	Féd. CGT-FO cadres et employés c/ Ministère public	40
17/05/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat Sud aérien et autres c/ Société Air France	46
18/05/05	TA Paris (3 <sup>e</sup> sect 1 <sup>e</sup> ch)	Patenotte c/ Pages jaunes SA	386
19/05/05	CP Paris (Act. Div. – départ.)	Liégeard et a. c/ CPAM de Paris et a.	100
25/05/05	TGI Nanterre (référé)	Société APC c/ Rave et a.	37
31/05/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ)	Schiatti de Monza c/ CPCAM des Bouches-du-Rhône et a.	297
31/05/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ)	Brichesse c/ CRAM du Sud-Est et autres	297
<b>JUIN</b>			
01/06/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Plastic services c/ Clavel et a.	43
08/06/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	SPA de Charnay-les-Mâcon c/ Legrand	93
08/06/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	SAS Clinéa c/ Voisin et UL CGT 14 <sup>e</sup> arrondt	95
10/06/05	CP Grasse (Concil. - départ.)	Giontra c/ SARL STGE	135
10/06/05	CP Longwy (sect. Ind. Départ.)	Gonzalez et a. c/ Daewoo Orion et a.	312
13/06/05	CP Avignon (référé)	Skrzypczak c/ SARL DGI	592
14/06/05	CA Dijon (Ch. Soc.)	NCC Discount Insolite c/ Koenig	30
15/06/05	Conseil d'Etat	M. Elisabeth .....	48
16/06/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	Mme Monteux et a. c/ Association de gestion de la maison de retraite La Roseraie	135
21/06/05	CA Bordeaux (Ch. Soc. sect. A)	Snecma Propulsion solide c/ Huchin et a.	31
21/06/05	Cass. Crim.	Lapeyre	459
<b>JUILLET</b>			
04/07/05	Conseil d'Etat	M. Boyer	49
05/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cinelli c/ Toscano	91
05/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	BNP Paribas c/ M. X	164
06/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association de sauvegarde et d'action éducative de Marne c/ Girault et 80 autres salariés	4
06/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Correia et a. c/ CEP	44
08/07/05	CP Grenoble (Sect. Ind.)	Auzet c/ SA Pierre de Loye et Cie	152
12/07/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	CCE Sté Air-France c/ Société Air France	130
15/07/05	TGI Nanterre (référé)	CCE de l'UES Sigma Kalon et a. c/ SA Sigma Kalo Euridep et a.	593
25/07/05	CP Brest (sect. Ind.)	Mme Nicolas c/ AMT Technostor	441
27/07/05	Conseil d'Etat (10 <sup>e</sup> et 9 <sup>e</sup> ssr)	Centre de convalescence et de rééducation de la Roseraie	18
<b>AOÛT</b>			
09/08/05	CA Bordeaux (Ch. Soc. Sect. C)	Esso c/ Picot	157
17/08/05	CA Lyon (Ch. Soc.)	Imphy UGINE Precision c/ Boute	146
<b>SEPTEMBRE</b>			
05/09/05	CP Grenoble (sect Ind. - départ.)	Nicolas c/ Sté Atral Services	353
08/09/05	CA Toulouse (Ch. Soc.)	Sté Gout et autres c/ Mme Séverac et autres	542
13/09/05	CA Rouen (Ch. réunies)	H. c/ Compagnie des Pêches	155

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
13/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Sté Diétal c/ Mme X</i>	160
13/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Crédit Lyonnais c/ Mme Rechaussat	360
14/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Carrefour hypermarché c/ Boix et a.	143
15/09/05	CA Paris (18 <sup>e</sup> Ch. C)	Eutelsat SA c/ A et autres	63
15/09/05	TGI Libourne (référé)	CE Bsn Glasspack, syndicat CGT c/ Ban Glasspack	309
20/09/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ)	CPAM du Lot c/ Cazes	342
20/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNCF c/ Jacquot et autre	359
20/09/05	C. Cass. (2 <sup>e</sup> Ch. Civ.)	CPAM de la Haute-Loire c/ Bouard	392
21/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association Languedoc aides et services c/ Guibal	149
21/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bodet c/ AGS de Paris	405
30/09/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT et autres c/ Sté Atofina	22
<b>OCTOBRE</b>			
04/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cerisier c/ MFPM	318
04/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gripay c/ MFPM	318
11/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Société Soluc	516
11/10/05	CP Bobigny (Bur. Concil. - départ.)	TO c/ RATP	592
12/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Goodyear Dunlop c/ Abrunohosa et a.	142
19/10/05	Conseil d'Etat (Sect.)	CGT et autres	84
19/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Apave Nord-Ouest et a. c/ Jacob	151
19/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	CMSEA c/ Sepe	314
20/10/05	TI Péronne	CGT Airbus c/ Airbus France et a.	445
25/10/05	C. Cass. (Ch.Soc.)	Ravier c/ SOVETRA	137
26/10/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jeandupeux c/ Société Stade Malherbe de Caen	403
26/10/05	CP Grenoble (référé)	Kaluzny c/ Everest SA et BRP France	409
<b>NOVEMBRE</b>			
03/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pinel c/ Société Guérin	91
07/11/05	CP Grenoble (Com. - départage)	Boukadoum et UD CGT c/ Onet services	327
08/11/05	CP Lyon (Ind. - départage)	Brizard c/ Clemessy	406
09/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Amestoy c/ Suez Lyonnaise des eaux	301
16/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme El Aoun c/ CCAS	398
16/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Richardot Ottombre c/ Lorenzi et a.	413
22/11/05	<i>CJCE</i>	<i>Werner Mangold c/ Rüdiger Helm</i>	362
22/11/05	<i>CJCE</i>	<i>Knud Grongaard et Allan Bang</i>	366
23/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Toullec et a. c/ EDF et a.	101
23/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pegaud c/ Société HCBM	138
23/11/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. c/ Association SEAY	307
30/11/05	TGI Lyon (référé)	Secrétaire du CE Rodhia c/ Rodhia et président du CE	132
<b>DÉCEMBRE</b>			
01/12/05	TA Montpellier (6 <sup>e</sup> Ch.)	Galano	316
01/12/05	<i>CJCE</i>	<i>Dellas</i>	364
02/12/05	TGI Bobigny (1 <sup>e</sup> Ch. sect. 5 - référé)	UL CGT Roissy c/ Sté Airelle	304
07/12/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	SLPC CGT Moselle c/ Solvi et a.	298
08/12/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNCF c/ Année et a.	306
08/12/05	C. Crim.	<i>Volker Hartung</i>	605

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
14/12/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté MOI Travail temporaire c/ M. X	161
16/12/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Begin et a. c/ Sté Teinture Druhen	303
16/12/05	C. Cass. (Ch. Soc.)	Delarue c/ Centre de formation professionnelle R. Bonnard	599
22/12/05	TGI Grenoble (référé)	CCE Rhodia Intermédiaire c/ Rhodia Intermédiaire	392

## 2006

### JANVIER

05/01/06	TGI Lille (1 <sup>e</sup> Ch)	CGT Rhodia c/ Rhodia Intermédiaires SAS	482
10/01/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Brangeon c/ M.....	345
10/01/06	CA Riom (4 <sup>e</sup> Ch. Civ. (soc.))	SAS SODG (UES Michelin) c/ Comité d'établissement SAS SODG	395
10/01/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	AGS et autres c/ Mme Salingue	450
10/01/06	TGI Clermont-Ferrand (référé)	CCE de l'UES Michelin et a. c/ MFPM	455
11/01/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pages jaunes c/ Delporte	380
18/01/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pinacho c/ Sautlebar	347
18/01/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sogara (Carrefour) c/ Agion et a.	491
20/01/06	TGI Limoges (référé)	Pdt CHSCT LPC France Télécom c/ CHSCT	342

### FÉVRIER

02/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Zannoni c/ Garnier	356
02/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Philippot et a. c/ Albert et a.	356
02/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cie générale des eaux et a. c/ Syndicat Force Ouvrière, Barbet et a.	451
02/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Colas Ile-de-France Normandie c/ Bitat et a.	540
15/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Chronopost c/ Fédération CGT des activités postales et a.	345
15/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hattabi c/ CGS	348
15/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Baro c/ Sté PGA Group	350
15/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Lamy Lutti c/ Achi et a.	438
15/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Promod c/ Baiamonte et a.	485
15/02/06	CA Versailles (9 <sup>e</sup> Ch.)	CE de Geodis MG Transports c/ De Vogue et a.	588
22/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Hellegouarch Jean-Yves Ldt c/ Caisse des congés payés du bâtiment de la région de l'Ouest	344
22/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Smaili c/ SARL PBHB	443
22/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	UCPA c/ Syndicats CGT et CFDT	493
24/02/06	CA Versailles (17 <sup>e</sup> Ch.)	Sery c/ Bac Sécurité et a.	598
27/02/06	CP St-Dié-des-Vosges (Com.)	Thiriet c/ SARL Clesi	499
28/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Deprez c/ Société Cubit France Technologies	408
28/02/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Picon c/ Sté Kooga et autres	497

### MARS

02/03/06	CA Versailles (1 <sup>re</sup> Ch. 1 <sup>re</sup> sect.)	Société GE Medical Systems c/ CE GE Medical Systems SCS et a.	399
07/03/06	CA Versailles (11 <sup>e</sup> Ch.)	Yim Dunand c/ SAS Cerestar	452
07/03/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Baud c/ Bacquet	504
08/03/06	Conseil d'Etat (4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> ss-sect.)	Mme Moranzini	545
09/03/06	TA Clermont-Ferrand (2 <sup>e</sup> Ch.)	Lassri et autres	412

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
14/03/06	<i>Cass. Crim</i>	<i>Chialle Daniel et Sté Miroiterie Centrale c/ M. Hervé Y...</i>	461
14/03/06	<i>C. Crim.</i>	<i>Sté Vidéo Futur Lyon</i>	601
15/03/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Trans'Ova c/ Martin et a.	485
16/03/06	<i>CJCE</i>	<i>CD Robinson Steele</i>	365
21/03/06	CA Aix-en-Provence (1 <sup>re</sup> Ch. C)	CGT RTM et a. c/ RTM	436
21/03/06	CA Chambéry (Ch. Soc.)	Sté Fromageries Picon c/ Mme Abry et autres	543
22/03/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Glenisson c/ Société Eurostaf	398
28/03/06	CP Grenoble (sect. Com.)	Scibetta c/ SA Ruedelor Jean Delatour	484
28/03/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société CSF c/ Grupposo	489
28/03/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	SCP Cornen-Lauret et a. c/ Larreur et a.	539
31/03/06	TGI Paris (référé)	CE de l'AGME et a. c/ AGME	480
<b>AVRIL</b>			
04/04/06	TGI Paris (1 <sup>re</sup> Ch. sect. Soc.)	Syndicat Sud Télécom Paris c/ SA France Télécom et a.	478
04/04/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	DMP Computel (anc. Resoserv) c/ Mme Queniat	528
04/04/06	CP Romans s/Isère (sect. Ind.)	Garcia c/ Trigano VDL	531
04/04/06	CA Rouen (Ch. Soc.)	Sigmakalon-Euridep c/ Assenard	536
04/04/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Schoumacher c/ Sté Klinos Est	551
06/04/06	<i>CJCE</i>	<i>Federatie Nederlandse Wakbeweging</i>	365
06/04/06	Conseil d'Etat (6 <sup>e</sup> et 1 <sup>re</sup> ss-sect.)	CGT	572
12/04/06	TGI Colmar (référés civils)	CFDT Chimie Energie Alsace c/ SAS DS Smith Kaysersberg	495
14/04/06	CA Douai (Ch. Soc.)	Delcuse c/ SA Papeteries Maresquel	508
24/04/06	CP Mende (sect. Ind.)	Moulin c/ EDF-GDF	533
26/04/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	SEPR c/ Torcheux et a.	548
<b>MAI</b>			
10/05/06	<i>Cass. Crim</i>	<i>Entreprise Freon</i>	510
10/05/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Melle Lucas c/ Sté Gecoma	527
17/05/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	SCP Amar Benaïm Jakubowicz c/ Henry Lopez Ferreira	505
31/05/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Allium c/ Mme Couanau	529
<b>JUIN</b>			
07/06/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fort c/ Smatis France	487
07/06/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Graas c/ Ass. Interprof. d'aide à la construction	529
13/06/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Brucelle mand. liq. de la SARL Cellatex c/ Antoine et a.	549
20/06/06	C. Cass. (Ch. Com.)	Société Creanet c/ Mérigaud	550
20/06/06	<i>C. Crim.</i>	<i>Sté Sollac Lorraine</i>	602
21/06/06	C. Cass. (Ch. Soc.)	Balaguer c/ Bourlier et a.	535
27/06/06	<i>CJCE</i>	<i>Parlement Européen c/ Conseil</i>	556
<b>JUILLET</b>			
04/07/06	<i>CJCE</i>	<i>Konstantinos Adeneler et autres c/ ELOG</i>	553
<b>AOÛT</b>			
22/08/06	CA Montpellier (3 <sup>e</sup> Ch. corr)	Ministère public et Bousquet c/ Athiel	596